

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La priorité immédiate, c'est de sauver des vies

Ensuite il faudra passer à la condamnation des sanctions

Entretien avec le Prof. Alfred de Zayas*



Alfred de Zayas
(Photo mad)

Horizons et Débats: Depuis des années déjà, vous vous êtes opposé à l'application des sanctions. D'aucuns affirment à présent que les sanctions, dans les pays où elles sont appliquées, seraient également un obstacle de taille à la lutte contre la pandémie de coronavirus. Qu'en dites-vous?

Alfred de Zayas: Bien sûr, la guerre économique qui prévaut contre le Cuba, le Nicaragua, le Venezuela, la Syrie, l'Iran, la Corée du Nord, ainsi que le blocus financier et les sanctions économiques asphyxiantes allant à l'encontre de la Charte des Nations Unies et la Charte de l'Organisation des Etats Américains, enfreignent de nombreux traités internationaux, en particulier les accords relatifs aux droits de l'homme tels que le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)*, le *Pacte international relatif aux droits économiques (PIDESC)*, *sociaux et culturels et la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE)*. Elles vont également à l'encontre de l'interdiction mise par le droit international à l'interférence dans les affaires intérieures

d'autres Etats et l'interdiction d'intervention (qui ne s'applique non seulement aux interventions militaires mais également aux guerres non conventionnelles et hybrides).

On a démontré que les sanctions tuaient – non seulement les mesures coercitives unilatérales, mais même les sanctions mal avisées de l'ONU, telles celles prises à l'encontre de l'Irak entre 1991 et 2003, et qui ont entraîné la mort de plus d'un million d'Irakiens, mort par malnutrition, par manque d'accès à l'eau potable, aux médicaments, aux équipements médicaux, etc. Dès 1995, l'Unicef estimait que les sanctions avaient causé la mort d'environ 500 000 enfants irakiens – mais l'avertissement n'a pas été entendu. Ou pire encore, il a été rejeté par les tout-puissants Etats-Unis. Interrogée sur l'utilité du maintien des sanctions contre l'Irak malgré la mort de tant d'enfants, la secrétaire d'Etat américaine de l'époque, *Madeleine Albright*, a répondu par l'affirmative – comme on peut le voir sur YouTube. *Denis Halliday*, coordinateur humanitaire 1996-1998 de l'ONU pour l'Irak, a quand même démissionné en signe de protestation, qualifiant les sanctions de l'ONU comme «une forme de génocide». Son successeur *Hans-Christof Graf von Sponneck* (1998-2000), a également démissionné en signe de protestation et publié sur ce sujet un livre intitulé «*Ein anderer Krieg*» (Un autre genre de guerre).

L'Assemblée générale a adopté 27 résolutions demandant la levée de l'embargo américain contre Cuba, non seulement parce qu'il est contraire au droit international, mais aussi parce qu'il a considérablement affaibli les infrastructures sanitaires cubaines et rendu presque impossible l'obtention de pièces de rechange pour les équipements médicaux, tels que les scanners et les appareils de dia-

lyse. En 2019, les professeurs *Jeffrey Sachs* et *Mark Weisbrot* ont rédigé un rapport estimant que les sanctions contre le Venezuela étaient responsables de la mort de 40 000 Vénézuéliens en 2018. Depuis lors, la situation n'a cessé de se détériorer. Au fil des ans, les infrastructures sanitaires de nombreux pays visés par les sanctions ont été affaiblies, les laissant encore moins préparés à faire face à la pandémie de Covid-19.

Le 31 mars 2020, le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, la professeur à l'Université de Californie, *Hilal Elver*, a demandé la levée immédiate des sanctions en raison de la pandémie. D'autres rapporteurs, comme le rapporteur sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales, l'Ambassadeur *Idriss Jazairy*, avaient déjà documenté le lien entre les sanctions et les décès. Hélas, l'Ambassadeur Jazairy est succombé le 27 février à un cancer. Nommé le 2 avril, la nouvelle rapporteur en charge de l'étude sur les mesures coercitives unilatérales, la Professeur *Alena Douha*, a plaidé pour la levée des sanctions et va probablement publier prochainement un rapport sur la question – mais le temps presse!

Le 1^{er} avril 2020, le gouvernement cubain a protesté contre le «blocus criminel» des Etats-Unis après que l'embargo américain ait bloqué la livraison des kits de tests de dépistage du Covid-19 et de respirateurs donnés par *Jack Ma*, le milliardaire chinois de l'e-commerce et propriétaire d'Alibaba. *Diaz-Canel*, le président cubain, a tweeté: «Le blocus criminel du gouvernement impérialiste porte atteinte aux droits fondamentaux du peuple cubain». Le délégué de Cuba à Pékin, *Carlos Miguel Pereira*, a déclaré qu'une entreprise privée avait été engagée pour livrer les fournitures médicales néces-

saires à la lutte contre le Covid-19. Cependant «à la dernière minute», cette société a refusé d'effectuer la livraison. Selon l'agence de presse Xinhua, la société avait expressément invoqué le risque d'être pénalisée par le Département du Trésor des Nations unies pour avoir enfreint la loi américaine Helms-Burton de 1995.

Encore une fois, et il faut le répéter: les sanctions tuent. La responsabilité civile et pénale incombent non seulement aux Etats-Unis, mais aussi à tous les Etats ayant imposé ou appliqué des sanctions.

Dans quelle mesure l'ONU préconise-t-elle la levée des sanctions?

En ce qui concerne les sanctions contre le Cuba, l'Assemblée générale a demandé leur levée à plusieurs reprises, mais les Etats-Unis considèrent qu'ils sont au-dessus du droit international imposant des sanctions illégales contre le Cuba depuis six décennies.

Tant que cela n'entraînera pas de conséquences pour l'économie américaine, les choses ne changeront probablement pas. Mais, bien sûr, d'autres pays comme le Canada, le Royaume-Uni, etc. imposent également des sanctions ou appliquent les sanctions américaines contre le Cuba, le Venezuela, l'Iran, etc., fait qui relève de l'application extraterritoriale du droit américain et de l'imposition de pénalités pour «violation des sanctions». La responsabilité civile et pénale de l'imposition ou de la mise en œuvre des sanctions incombe en premier lieu aux Etats-Unis, mais aussi à tous les Etats qui ont imposé ou mis en œuvre des sanctions, même aux entreprises privées qui placent le profit au-dessus de la vie humaine.

Quelle est la position de la communauté internationale sur ce point? Comment, dans ce contexte, évaluez-vous l'International Solidarity Report (Rapport sur la solidarité internationale)?

La «communauté internationale» n'agit pas en conformité avec la Charte des Nations unies, ni avec l'obligation de pratiquer la solidarité internationale. En 2017, *Virginia Dandan*, experte indépendante des Nations unies sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, a publié la Draft Declaration on the Right to International Solidarity (Projet de déclaration sur le droit à la solidarité internationale) que l'Assemblée générale n'a toutefois jamais adoptée. Il est temps que le Secrétaire général rappelle au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social leurs responsabilités respectives et plaide pour l'adoption formelle de cette déclaration – et sa mise en œuvre concrète.

La semaine dernière, Michelle Bachelet, la Haut-commissaire aux droits de l'homme, a appelé à un assouplissement des sanctions afin de lutter contre la pandémie et de limiter ainsi sa propagation mondiale. Dans quelle mesure ses revendications sont-elles porteuses de promesses?

La Haut-commissaire aurait dû condamner les sanctions en raison de leur violation directe des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux des populations qu'elles visent. *Navi Pillay*, qui a précédé *Michelle Bachelet* dans ses fonctions de Haut-commissaire, avait déjà condamné les

Une experte juridique des Nations unies exhorte les gouvernements à sauver des vies par l'abolition de toutes les sanctions économiques en raison de la pandémie de Covid 19

Le 3 avril 2020, une experte des Nations unies en matière de droits de l'homme a appelé à la levée de toutes les sanctions unilatérales. Concernant les Etats pénalisés, celles-ci font obstacle aux opérations humanitaires devant permettre à leurs systèmes de santé de lutter contre la pandémie de COVID-19 et de sauver des vies.

«J'appelle la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour lever, ou tout au moins suspendre toutes les sanctions jusqu'à l'élimination totale de cette situation menaçante pour tous», a déclaré *Alena Douhan*, nouvellement nommée rapporteur spéciale des Nations unies sur l'impact négatif des sanctions unilatérales sur le respect des droits de l'homme. Cette déclaration s'inscrit dans la ligne du récent appel du secrétaire général des Nations unies à lever les sanctions qui fragilisent la capacité des pays à réagir à la pandémie.

«Cet ennemi ne pourra être vaincu que par les efforts conjoints de tous les Etats et organisations internationales dans un esprit de multilatéralisme, de coopération et de solidarité», a-t-elle déclaré. «Face au défi mondial, personne ne doit être privé de l'assistance médicale vitale.»

«J'en appelle à tous les gouvernements qui instrumentalisent les sanctions comme auxiliaires de politique étrangère d'abolir immédiatement les mesures visant à ériger des barrières commerciales, et d'interdire les droits de douane, les quotas, les mesures non tarifaires, y compris celles empêchant le financement de l'achat de médicaments, de matériel

médical, de nourriture et d'autres biens essentiels», a déclaré l'experte des Nations unies.

La rapporteur spéciale a souligné que l'actuelle pandémie remettait en question l'ensemble du système des droits de l'homme, y compris des droits fondamentaux tels que le droit à la vie et le droit à la santé. «Il faudrait une approche sensible des droits de l'homme afin de faire face à la crise du Covid 19, et cela inclut la levée de toutes les mesures coercitives entre les Etats», a-t-elle déclaré.

«Je salue tous les efforts déployés pour fournir une aide humanitaire aux pays touchés par la maladie», a-t-elle déclaré. Mme Douhan a souligné que certains gouvernements et organisations internationales sont souvent dans l'incapacité de fournir l'assistance la plus élémentaire aux populations des pays sanctionnés justement parce que les sanctions unilatérales utilisent le système financier mondial pour obliger les pays tiers, les entreprises et les institutions financières à s'abstenir de toute transaction impliquant ces Etats.

«C'est une question de la plus haute importance et de la plus grande urgence. Le virus Covid-19 ne choisit pas ses victimes. Il franchit facilement les frontières et prend les gens pour cible, indépendamment de leur nationalité, de leur race, de leurs opinions politiques, de leur religion ou de leur statut social», a-t-elle déclaré, soulignant que dans les pays sanctionnés, soit en particulier l'Iran, le Venezuela, Cuba, la Syrie et le Yémen, l'équipement médical est souvent obsolète et souffre d'un manque de médicaments et de moyens de protection.

«Les pays sanctionnés sont particulièrement touchés car ils ne peuvent utiliser leurs revenus pour l'achat d'importations d'équipements médicaux, de médicaments, d'antiviraux et de nourriture sur les marchés mondiaux», a déclaré l'experte des Nations unies. «La pandémie déclenche une crise économique profonde avec de graves conséquences humanitaires négatives, en particulier pour les personnes les plus vulnérables des couches les plus pauvres de la population: les femmes, les personnes âgées, les jeunes et les enfants», a déclaré Mme Douhan.

«Je réaffirme la position défendue de longue date par mon prédécesseur, selon laquelle le recours aux sanctions économiques à des fins politiques contrevient aux droits de l'homme et aux standards de conduite internationaux. Dès mai 2019, il a attiré l'attention sur le fait que ce genre d'actions pourrait déclencher des catastrophes humanitaires d'origine humaine d'une ampleur sans précédent.»

«C'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui en termes de systèmes de soins de santé dans le monde entier et en particulier dans les pays sanctionnés.»

¹ En mars 2020, Mme Alena Douhan (Biélorus) a été nommée Rapporteur spécial par le Conseil des droits de l'homme sur l'impact négatif des sanctions unilatérales sur le respect des droits de l'homme.

Sources: <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25769&LangID=E>

Traduction: Horizons et débats

Les sanctions perturbent gravement les soins de santé

Des pays comme la Syrie et l'Iran luttent contre le coronavirus sur deux fronts

par Karin Leukefeld



Karin Leukefeld
(Photo mad)

Les organisations d'aide internationales et privées promettent d'aider les plus faibles et sont concurrentielles sur le marché international des dons. Au vu des défis majeurs, le Secrétaire général des Nations Unies appelle à un cessez-le-feu mondial.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme appelle à un assouplissement des sanctions contre les pays luttant contre la maladie infectieuse Covid-19.

Dans une lettre commune adressée au secrétaire général des Nations Unies, *Antonio Guterres*, les ambassadeurs de Russie, de Chine, de Corée du Nord, d'Iran, de Syrie, du Venezuela et du Nicaragua ont demandé la levée immédiate des sanctions économiques contre leurs pays, rappelant comment le monde entier est touché par la maladie, et la nécessité pour tous les pays de dispo-

ser d'équales possibilités pour lutter contre la maladie et de coopérer entre eux.

L'Iran, souffrant des sanctions américaines depuis 1979, est particulièrement touché. Avec le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire commun au début de 2018, le président américain *Donald Trump* a aggravé la situation. L'assouplissement convenu des sanctions n'est pas entré en vigueur. Tout au contraire, M. Trump a annoncé que les exportations de pétrole de l'Iran seraient «réduites à zéro». Selon l'administration américaine, des sanctions financières de grande envergure, entrées en vigueur à la fin de 2019, servent à isoler l'Iran également sur le plan économique.

Selon les informations du ministère de la Santé à Téhéran du 25 mars 2020, 2077 personnes sont mortes de la maladie infectieuse, dont 50 médecins. Plus de 27000 personnes sont infectées par la maladie. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a envoyé 7,5 tonnes de fournitures médicales, y compris des tests et des vêtements de protection pour les médecins et le personnel médical.

La Syrie et le Liban souffrent également des sanctions américaines. Les économies des deux pays sont étroitement liées, et les

pressions économiques et financières des sanctions américaines et européennes contre la Syrie – concernant particulièrement le dollar américain et d'autres réserves de devises étrangères – affectent également le Liban.

Au Liban, les premiers cas de maladie ont été enregistrés début mars, et le 15 mars, l'état d'urgence et un couvre-feu ont été imposés. Les écoles et les universités, les restaurants et les cafés, les ports, les frontières et le seul aéroport du pays ont été fermés. Le 25 mars 2020, le nombre de maladies a été rapporté par le ministère de la santé à 333; six personnes sont mortes jusqu'à présent. Jeudi, le Conseil de la défense libanaise, présidé par le président *Michel Aoun*, a prolongé le couvre-feu de 15 jours supplémentaires jusqu'au 12 avril 2020.

Depuis 2011, la Syrie est soumise à une longue liste de sanctions économiques punitives imposées par le Conseil de l'Europe, en plus des sanctions américaines. En raison de neuf années de guerre et du déplacement de millions de personnes, les conditions de vie sont précaires. Le système de santé atteint ses limites depuis des années et le pays manque de personnel médical bien formé. Environ

70000 médecins et autres spécialistes médicaux ont quitté le pays.

Depuis la mi-mars, les écoles et les universités, les jardins d'enfants, les restaurants et les cafés sont fermés. Pour la population de toutes les provinces du pays, un couvre-feu de nuit de 18 à 6 heures a été imposé. Les frontières avec la Jordanie et le Liban, voisins de la Syrie, ont été fermées, et les transports privés et publics – à l'exception des biens essentiels – ont été suspendus. Selon le ministère de la santé, il y a cinq infections confirmées par le coronavirus. A Zabadani, un hôpital spécial a été ouvert pour les urgences, et un centre de mise en quarantaine est en place à Al Dweir, près de Damas.

Dans les régions du nord et de l'est du pays, non contrôlées par le gouvernement syrien, les «Casques blancs» ou les «Forces démocratiques syriennes» dirigées par les Kurdes s'occupent de la situation sanitaire. Ils reçoivent le soutien de l'Organisation mondiale de la santé. •

Première publication dans <https://www.neues-deutschland.de/artikel/1134788.corona-im-mittleren-osten-corona-achtet-nicht-auf-sanktionen.html> du 27 mars 2020. Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur.

«La priorité immédiate, c'est ...»

suite de la page 1

mesures coercitives unilatérales et appelé à leur suppression dans son rapport A/19/33 de 2012. Il ne faut pas se borner à assouplir les sanctions. Il faut les condamner en tant que crimes contre l'humanité. Il n'y a là aucune possibilité de compromis juridique ou moral. Les sanctions violent les droits de l'homme. Les sanctions tuent. Mme Bachelet aurait dû exiger la levée complète des sanctions et le versement de réparations et d'indemnités aux victimes. Si le Secrétaire général des Nations unies appuyait les revendications de Mme Bachelet et les soumettait en urgence à l'Assemblée générale, peut-être qu'alors ces revendications pourraient obtenir satisfaction. Bien sûr, il y a le problème de l'image – la crainte de «perdre la face». Les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne n'aiment pas perdre la face. Ils s'auto-définissent comme «les gentils». Comment pourraient-ils se tromper en imposant des sanctions? Cela nécessiterait un changement de paradigme, la reconnaissance que même «les gentils» ont commis et commettent des crimes contre l'humanité tels que l'esclavage, la traite des esclaves, le colonialisme, l'apartheid, etc. C'est là que réside un obstacle majeur à la levée des sanctions – une culture de l'«exceptionnalisme». Dans le même temps, il est indéniable que nombreux sont ceux qui, aux Etats-Unis, au Canada et dans l'Union européenne, reconnaissent que les sanctions sont illégales et criminelles. Cependant ils savent également qu'il est difficile d'arrêter un train en marche, et les dirigeants américains, britanniques et européens ont en conséquence développé une sorte de solidarité interne – le même genre de solidarité qu'observent entre eux les cartels criminels – comme la mafia. Il faut pourtant bien reconnaître que l'«unilatéralisme» n'est plus acceptable dans le monde moderne. Et qu'à la lumière de la pandémie, seules la solidarité internationale et la coopération entre Etats peuvent ralentir et finalement vaincre l'ennemi commun.

Concernant la pandémie: dans un premier temps, la levée des sanctions sur les médicaments et les équipements médicaux serait-elle suffisante? Quelle est l'importance globale des sanctions pour un pays touché par la pandémie?

C'est une première étape nécessaire. Mais la solidarité internationale exige également que les pays dont les infrastructures sanitaires ont été sabotées par les sanctions bénéficient d'une aide extérieure. Cependant, une véritable aide humanitaire doit être apolitique, sans conditions et ne pas s'inscrire dans des stratégies géopolitiques ultérieures de «changement de régime». La priorité doit être de prévenir toute nouvelle contagion et de fournir rapidement une assistance médicale, y compris avec des

respirateurs, aux personnes qui ont contracté la maladie. La priorité doit être dès maintenant de sauver des vies – la suite devant en être la condamnation universelle des sanctions ainsi que celle des pays qui les imposent.

Quel rôle la Suisse peut-elle jouer dans la levée des sanctions?

«Calamitas virtutis occasio» (Sénèque, «De Providentia», 4,6) – la catastrophe est une occasion de faire preuve de courage. Une catastrophe est une occasion de faire preuve de vertu, de solidarité et d'éthique. La Suisse a une tradition de neutralité et une expérience considérable en matière de médiation. La Suisse pourrait certainement prendre l'initiative d'appeler publiquement à la levée des sanctions et d'offrir ses bons offices pour parvenir à des solutions pacifiques entre les pays qui imposent des sanctions et ceux qui les subissent. La Suisse a une bonne réputation d'honnête négociateur et devrait discrètement se rapprocher du gouvernement des Etats-Unis, tout en essayant de négocier des accords avec les gouvernements du Cuba, du Nicaragua, du Venezuela, de l'Iran, de la Syrie, de la Corée du Nord, etc. sur la base de la Charte des Nations unies et du droit international.

Qu'est-ce qui est à présent le plus important à vos yeux?

Le monde post-pandémique devrait être un monde de solidarité internationale – sans mesures coercitives unilatérales. Pour la com-

munauté internationale, c'est le moment de réaffirmer les principes du multilatéralisme inclus dans la Charte des Nations unies, et d'exiger que les mesures coercitives unilatérales, causes de mort et de souffrance, soient condamnées par la Cour pénale internationale (CPI) en tant que crime contre l'humanité. Une enquête est actuellement en cours devant la CPI, après que *Jorge Arreaza*, ministre des affaires étrangères du Venezuela, ait soumis le 13 février 2020 le dossier vénézuélien à Mme *Fatou Bensouda*, procureur de la CPI, conformément à l'article 14 du statut de la CPI. Arreaza l'a annoncé le 24 février 2020 dans son discours au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. J'étais présent lorsqu'Arreaza a également fait référence à mon rapport de l'ONU n° A/HRC/39/47/Add.1. Je suis convaincu que les sanctions américaines contre le Venezuela constituent bien un «crime contre l'humanité» au sens de l'article 7 du statut de la CPI.

Entretemps, il serait important d'obtenir des preuves pratiques précises concernant le lien entre les sanctions et le nombre des décès, entre les sanctions et le Covid-19. L'Organisation mondiale de la santé pourrait mettre en place un groupe de travail chargé d'enquêter sur la question et de publier un rapport dans l'urgence. L'UNICEF pourrait faire une estimation du nombre d'enfants qui sont morts des suites des sanctions et du nombre de personnes susceptibles de mourir en raison de l'incapacité des Etats à faire face à

la pandémie. De même, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture devrait réaliser une étude concernant les effets négatifs des sanctions sur l'agriculture et la nutrition des pays concernés. Il est grand temps que l'Assemblée générale adopte une résolution en vertu de l'article 96 de la Charte des Nations unies, renvoyant les questions juridiques devant la Cour internationale de justice et demandant l'urgence un avis sur:

- 1) l'illégalité des mesures coercitives unilatérales
- 2) les violations du régime des accords internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le PIDCP, le PIDESC et la CDE
- 3) les conséquences du maintien des régimes de sanctions unilatérales,
- 4) la responsabilité civile et pénale des Etats et des hommes politiques directement impliqués dans l'imposition et la mise en œuvre des sanctions unilatérales.

Il est évident que si l'on impose des sanctions à un pays, c'est d'abord sa population qui en souffrira. Il est ridicule de prétendre que les sanctions ne visent que les élites gouvernementales. Les classes supérieures dirigeantes continuent généralement à vivre convenablement en effet. Mais ce sont les plus faibles – les femmes, les enfants – qui doivent payer les conséquences de ces sanctions illégales.

Professeur de Zayas, merci beaucoup de l'entretien. •

Des économistes américains jugent les sanctions mises en œuvre par leur propre pays comme inefficaces, inhumaines et illégales

ev. Face à la crise de Corona, plusieurs pays ont demandé la fin des sanctions unilatérales imposées par les Etats-Unis. Aux Etats-Unis même, des voix s'élèvent pour réclamer l'arrêt immédiat de ces mesures, compte tenu tout particulièrement de la crise mondiale du Coronavirus. C'est du moins ce qu'affirment des économistes américains dans une étude de cas sur le Venezuela, dont l'un des rédacteurs s'est également exprimé dans une interview réalisée par *Amy Goodman* sur le site *Democracy Now* avec *Jeffrey Sachs* et le Vénézuélien *Miguel Tinker Salas*, professeur au Pomona College en Californie. Bien que de nouveaux appels à la levée des sanctions aient été une fois encore formulés avec insistance à l'occasion de la crise du Coronavirus, ce qui a été dit alors sur ce sujet est d'une importance bien plus fondamentale.

L'économiste américain *Jeffrey Sachs* se consacre désormais à la politique sanitaire, au développement durable et aux appels à l'allègement de la dette des Etats en situation d'extrême pauvreté. Cependant il est surtout connu pour ses concepts économiques néolibéraux, tels que ses recommandations en faveur de la privatisation et de la libéralisation à titre de thérapie de choc, suite à quoi d'innombrables entreprises ont fait faillite dans nombre de pays, notamment en Europe de l'Est. Il est donc d'autant plus intéressant de constater que les

demandes de levée immédiate des mesures unilatérales de contrainte proviennent de ce côté – les sanctions unilatérales imposées par les Etats-Unis – à l'encontre de pays tels que l'Iran, la Syrie, le Venezuela et le Cuba.

Dans un rapport du *Center for Economic and Policy Research*, édité par *Jeffrey Sachs* et *Mark Weisbrot* et intitulé «Economic Sanctions as Collective Punishment: The Case of Venezuela», ils analysent l'impact des sanctions américaines sur le libre accès aux produits alimentaires et pharmaceutiques au Venezuela ainsi que la manière dont cela a amplifié les chiffres de la maladie et de la mortalité. Comme le souligne le rapport: «L'objectif délibéré des sanctions américaines est de ruiner l'économie du Venezuela, provoquant ainsi un changement de régime. C'est une politique inefficace, inhumaine, illégale et malavisée entraînant de graves souffrances pour le peuple vénézuélien.»

Dans l'interview réalisée à l'occasion de la publication du rapport, *Jeffrey Sachs* commente les chiffres qui y sont cités – parmi lesquels figurent 40 000 décès dus aux sanctions: «Je ne voudrais pourtant pas que l'on croie que ces chiffres sont totalement avérés. Il est cependant certain qu'il y a là une catastrophe humanitaire qui a été délibérément provoquée – au travers de ce que j'appellerai des sanctions illégales – par les Etats-Unis, parce que ces der-

niers essaient délibérément de renverser un gouvernement et tentent de créer le chaos dans le but de renverser ce gouvernement.»

Car indépendamment de toutes les erreurs commises par le gouvernement, ce sont les sanctions, a poursuivi M. *Sachs*, «qui ont engagé le Venezuela dans cette spirale catastrophique de déclin et d'hyperinflation. Dans notre presse, c'est toujours *Nicolas Maduro* qu'on en rend responsable, mais les gens ne voient même pas et ne se rendent même pas compte de la façon dont les Etats-Unis utilisent l'instrument des sanctions pour bloquer l'accès aux marchés financiers, pour pousser les entreprises à la faillite, pour bloquer le commerce, pour confisquer les actifs appartenant au gouvernement vénézuélien – dans le but et l'intention même de créer ce genre de crise, car l'idée – dans l'esprit de gens comme *John Bolton* – est la suivante: lorsque les souffrances seront suffisamment intenses, il y aura un coup d'Etat militaire. Ils essaient donc de créer une catastrophe absolue.»

Il est grand temps que tous les Etats concernés arrêtent aussitôt ces mesures inhumaines, entrainées cyniques du droit des gens. Qu'il lèvent l'otage exercé sur des états victimes, otage qui résulte d'actions illégitimes.

Sources: www.democracynow.org, https://www.democracynow.org/2019/5/11/economist_jeffrey_sachs_us_sanctions_have

Corona en Russie – deux documentations sur le pays

hd. Aucun pays n'a échappé à la pandémie du Corona. La Russie en est également touchée. Mais malheureusement, beaucoup de nos médias n'ont pas encore modifié leur tendance à diaboliser la Russie. Deux rapports rédigés par des Allemands vivant en Russie peuvent peut-être contribuer à corriger certains préjugés. Les deux récits de témoins datent des 17 et 20 mars. Entre-temps, la situation en Russie s'est également détériorée, le gouvernement russe ainsi que les autorités régionales et locales ayant pris des mesures supplémentaires très similaires à celles actuellement prises dans nos pays.

Nizhny Novgorod

Mon nom est *Siegfried Wilhelm*, je vis en Russie depuis plus de dix ans et je suis de près les événements.

Début janvier de cette année, les informations transmises par la télévision russe ont parlé d'un nouveau type d'épidémie causée par un virus provenant de Wuhan. Juste après, des contrôles ont été mis en place aux passages frontaliers: Chaque voyageur arrivant de la région de Wuhan, et plus tard de toute la Chine, a été testé à l'aide de caméras thermiques. En cas de soupçon, c'est-à-dire la température corporelle surélevée, celui-ci était isolé dans une salle de mise en quarantaine.

Puis, les points de passage ont été fermés, et le trafic aérien avec la Chine a été complètement suspendu en une semaine. Dans les aéroports, des salles de mise en quarantaine ont été installées, les voyageurs suspectés d'être infectés ayant été transférés dans des cliniques d'infection, dont certaines viennent d'être installées, comme les sanatoriums et les institutions similaires, par exemple dans la région de Tioumen.

On a l'impression que les nouvelles Corona occupent une part notable d'environ 75 % des émissions d'information des stations de télévision russes. Ceux qui prennent soin de la santé ne sortent dans la rue qu'avec des masques, bien que ces masques soient devenus rares aujourd'hui. En janvier, la Russie a envoyé un million de masques à la Chine à titre d'aide d'urgence. Ce n'était que la fameuse goutte d'eau dans l'océan, mais quand même.

Ce qui m'a particulièrement frappé pendant cette période est le fait que les transports en commun et les institutions publiques comme les stations de métro étaient traités avec un désinfectant. Concrètement, les actualités ont informé comment les rampes ont été désinfectées dans le métro de Mos-



Mercredi, le premier avril 2020, l'Antonov russe AN 124-100 (CRA-82038) a atterri à l'aéroport John F. Kennedy de New York avec du matériel médical destiné aux Etats-Unis. Salutation du contrôleur aérien de New York: «Romeo Foxtrot Foxtrot 8460. Fantastique, nous vous remercions sincèrement pour toute l'aide que vous nous apportez», tandis que le contrôleur s'est écrié par un gentil: «Bonne journée». (Photos armée de l'air russe)

La Russie envoie une «aide Corona» aux Etats-Unis

La Russie envoie des secours aux Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Corona. Selon l'agence de presse Interfax, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que le président Vladimir Poutine avait offert son aide en vue de la terrible situation aux Etats-Unis. Le président américain Donald Trump l'avait acceptée. Un avion

équipé de matériel médical devrait décoller le jour même. C'est la deuxième fois que la Russie soutient un pays de l'OTAN dans la crise de Corona. Elle avait auparavant envoyé une aide médicale et du personnel en Italie.

Source: <https://www.mdr.de/nachrichten/panoramalticker-corona-virus-dienstag-einunddreissigster-maerz-100.html> du 31.3.2020

cou. Cela me semblait étrange, selon les infos, cela se serait produit aussi dans les bus etc. Personnellement, je ne peux pas le confirmer, car je ne l'ai pas vu de moi-même.

Du reste, les mesures contre la propagation du virus sont une affaire régionale. Les gouverneurs des différents oblasts ou les chefs de gouvernement des républiques doivent décider sur place de ce qu'il faut faire. Le 16 mars 2020, on a rapporté à la télévision qu'au sein du gouvernement, une équipe d'experts a été créée, comprenant des médecins spécialistes, des représentants fédéraux et régionaux du secteur médical et d'autres professionnels. Plusieurs régions où des infections se sont produites ont été déclarées comme régions prioritaires, notamment Nizhny Novgorod en raison d'un cas «importé» d'Italie. Mieux vaut en faire trop que pas assez. Le succès donne raison à cette politique: Chez nous à Nizhny Novgorod, il n'y a plus que deux cas d'infection, dont l'une des personnes atteintes est revenu d'Italie, l'autre d'Allemagne.

En tout, il y a eu deux douzaines de personnes infectées en Russie pendant plusieurs semaines. Cette semaine, le nombre des personnes infectées a fortement augmenté. Il y a eu une augmentation énorme de telle sorte qu'en ce moment on parle de 219 personnes infectées. Jusqu'à présent il y a eu un décès (le 17 mars 2020). L'augmentation du nombre de personnes contaminées a des causes concrètes – cela concerne encore les rapatriés de l'étranger, avant tout des vacanciers d'Autriche, en particulier du Tyrol, ou d'autres régions alpines, notamment Courchevel – le paradis des sports d'hiver de ceux qui n'appartiennent pas aux couches inférieures, les plus basses de la population. Les rapatriés sont priés de rester chez eux en quarantaine pendant 14 jours, ce qui est généralement respecté, sauf à quelques rares exceptions.

Il n'y a pas de difficultés d'approvisionnement – quoi qu'en disent les critiques.

Je ne peux pas dire dans quelle mesure le personnel sanitaire militaire est impliqué dans les actions contre le virus, comme certains l'ont dit. Ce n'est en principe pas exclu, mais doit se décider sur place. Toute personne entrant maintenant à Moscou en provenance de Chine ou des pays de l'UE et de Scandinavie (y compris la Suisse, entrée qui ne peut se faire que par l'aéroport de Chermetievo, le trafic ferroviaire étant suspendu) doit d'abord rester en quarantaine pendant deux semaines,

Suite page 4

Comment sécuriser les élèves de moins de 18 ans face à l'environnement numérique à l'heure de l'enseignement à distance

Les mesures prises en Russie

Le Centre de recherche scientifique de la santé des enfants du Ministère russe de la santé, en coopération avec le Comité russe pour la protection contre les rayonnements non ionisants, a publié des recommandations pour l'utilisation des médias numériques à l'heure de l'enseignement à distance.*

Les lignes directrices pour l'enseignement à domicile, avec limitation de la durée de la fréquentation scolaire, sont destinées aux enfants et à leurs parents, aux grands-parents et à tous ceux qui aident les enfants à apprendre numériquement à la maison pendant une période de restrictions imposées à l'école et à d'autres établissements d'enseignement.

- 1) Il est recommandé aux enfants de moins de 18 ans qui travaillent à domicile en mode d'enseignement à distance d'utiliser principalement des ordinateurs personnels et des ordinateurs portables. Lors de l'utilisation d'un réseau sans fil, la distance entre le boîtier wifi et le poste de travail doit être d'au moins 5 mètres.
- 2) Le clavier de l'ordinateur portable doit être désinfecté quotidiennement avec un antiseptique avant de commencer à travailler. Le moniteur sur le lieu de travail doit également être traité avec un antiseptique.
- 3) Avant d'utiliser le clavier, l'enfant et l'adulte qui l'aide doivent se laver les mains.
- 4) Afin de réduire le risque de troubles visuels et locomoteurs, il est nécessaire de four-

nir à l'enfant un lieu d'études confortable pour travailler à l'ordinateur fixe ou portable (la hauteur de la table et de la chaise doit correspondre à la hauteur du siège de l'enfant). La luminosité de l'écran doit être réglée correctement.

- 5) La principale source de lumière sur le lieu de travail de l'enfant doit se trouver sur le côté de l'écran (et non au dos de l'écran et ni au dos de la personne travaillant avec l'écran). La luminosité de la source doit être approximativement égale à la luminosité de l'écran.
- 6) L'utilisation de tablettes pour l'enseignement à distance à domicile est autorisée pour les adolescents de plus de 15 ans. Avant d'utiliser les tablettes, lavez-vous les mains et essuyez l'écran avec un désinfectant (chiffon humide). L'emplacement du boîtier wifi doit se trouver à au moins 5 mètres du poste de travail de l'étudiant. La tablette doit être placée sur un support de tablette à un angle de 30° et la distance entre l'écran et les yeux de l'élève doivent être d'au moins 50 cm. L'ordinateur portable ou la tablette ne doivent pas être utilisés sur les genoux de l'élève, dans ses mains, en position couchée ou similaire.
- 7) Pour tous les groupes à l'âge de moins de 18 ans, il est nécessaire d'exclure complètement l'utilisation des smartphones à des fins éducatives (lecture, collecte d'informations).

8) Pour tous les groupes d'âge, il est recommandé d'utiliser principalement des livres et des cahiers imprimés pour la lecture et l'exécution des tâches.

9) Les enfants de moins de 6 ans doivent éviter complètement l'utilisation de matériel informatique à des fins éducatives à la maison.

10) Il est recommandé par rapport aux enfants âgés de 6 à 12 ans de réduire au minimum l'utilisation d'ordinateurs à des fins éducatives à la maison. Si nécessaire, la durée totale de toutes les activités à l'écran pour les enfants de cette tranche d'âge ne doit pas dépasser deux heures par jour (télévision comprise). L'horaire devrait être «un à trois» pour le groupe d'âge de 6 à 8 ans (30 minutes de repos pour chaque 10 minutes de travail) et «un à deux» pour les enfants de 8 à 12 ans (20 minutes de repos pour chaque 10 minutes de travail).

11) Il est recommandé aux enfants âgés de 12 à 18 ans d'utiliser les ordinateurs comme suit: «un à deux» pour les enfants de plus de 12 ans et de moins de 15 ans (60 minutes de repos pour chaque 30 minutes de travail) et «un à un» pour les enfants de plus de 15 ans et de moins de 18 ans (45 minutes de repos pour chaque 45 minutes de travail). La durée totale de toutes les activités à l'écran pour les enfants de cette tranche d'âge, y compris la télévision, ne doit pas dépasser 3,5 à 4 heures par jour.

12) Afin de prévenir la fatigue visuelle, il est nécessaire de faire des exercices reposant

les yeux pendant la pause tandis que le relâchement (inclinaisons, tours du corps, flexions des genoux, etc.) est nécessaire pour contrecarrer la fatigue générale.

13) Le cas échéant, l'utilisation des écouteurs doit être limitée en cas d'utilisation continue: pas plus d'une heure à un volume ne dépassant pas 60 %.

14) Il est nécessaire d'aérer la salle où se déroulent les cours avant le début des cours (au moins 15 minutes) et après chaque heure de travail.

15) Ne pas utiliser de tablettes et de smartphones à des fins éducatives en plein air (dans le parc, la cour de récréation et autres lieux similaires)

* Ces recommandations ont été élaborées sur la base des données du programme de recherche multicentrique sur la fourniture de technologies éducatives numériques sûres pour les enfants, des documents de l'Institut de recherche sur la santé et la protection de la santé des enfants «NICH Santé des enfants» et du «Comité national russe pour la protection contre les rayonnements non ionisants», ainsi qu'en utilisant les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et les meilleures pratiques mondiales en matière d'hygiène de l'environnement éducatif numérique pour les enfants.

Sources russes: <http://www.emf-net.ru/index.php?id=210>

<https://niigd.ru/news/bezopasnost-cifrovoy-sredy-v-usloviyax-distantsionnogo-obucheniya-detej-do-18-let.html>

L'entraide – également indispensable en cas d'urgence

par Kathrin et Peter Küpfer

La pandémie du Coronavirus nous a permis à nous, Humains, d'activer des forces positives fondamentales. Face à l'urgence de ces derniers temps, les exemples démontrant la créativité et l'intensité qui se témoignent par d'innombrables actes et de gestes d'entraide s'accumulent.

La mesure qui consiste à exclure, en cas d'urgence, une partie de la population de l'aide médicale sans restriction s'adapte pourtant mal à ce sursaut de solidarité humaine en temps de péril. D'après les articles de journaux de ces derniers jours, cela semble en effet être la ligne de conduite d'un hôpital régional en France qui, poussé à ses limites par la crise et face à une situation d'extrême urgence, a eu recours à la directive que voilà: Depuis le 21 mars, les patients de plus de 80 ans souffrant gravement de Covid-19 n'ont pas le droit aux ventilateurs artificiels et sont réduits à des traitements purement palliatifs les «accompagnants à la mort». Selon les rapports, le comité d'éthique responsable a approuvé la procédure. La Fondation allemande pour la protection des patients a vivement critiqué cette conduite qui ne se base, en dernière analyse, que sur le critère de l'âge. L'âge ou l'origine ne devraient pas jouer de rôle décisif dans l'assistance médicale, a déclaré *Eugen Brysch*, membre du conseil d'administration.¹

En principe, les lois et les ordonnances issues du gouvernement d'un Etat réellement démocratique doivent se lier étroitement à la tâche principale dont elles découlent: garantir à ses citoyens leur vie dans la liberté, la sécurité et la dignité humaine. Et cela vaut pour tous les citoyens, sans exception. A l'instar de l'école qui est là pour tout le monde, les transports publics et l'approvisionnement de base en eau et en électricité, les soins de santé sont eux aussi là pour tout le monde. En démocratie, le principe de solidarité s'applique également aux plus faibles, sinon la démocratie est réellement en mauvais état. Cela signifie que, face à la crise du coronavirus, il faut examiner chaque cas individuellement et essayer de lui rendre justice de manière humaine. «La force d'un peuple se mesure au bien-être des faibles», tel était le titre de l'éditorial d'*Erika Vögeli* dans le numéro 7 de «Zeit-Fragen». Elle y a rappelé à juste titre l'esprit qui émane de notre constitution.

Exclure un groupe de concitoyens, par exemple les personnes âgées, de la garantie des soins médicaux, sans entraves, contredirait



Cette vieille dame au regard vif, âgée de 101 ans, a été contaminée par le coronavirus, s'est rétablie et sortira bientôt de l'hôpital. «C'est une femme très courageuse», a déclaré un pneumologue de l'hôpital. Il a été très impressionné de voir à quel point elle suivait méticuleusement les règles d'hygiène. Elle ne se lave pas seulement les mains, mais également les coudes, et veille à ce que les personnes lui rendant visite respectent une distance raisonnable envers elle. (Photo mad)

l'essence même de cet esprit. Des personnes aujourd'hui âgées de 80 ans et plus ont vécu les privations de la Seconde Guerre mondiale étant enfants, ont ensuite contribué à recréer la prospérité de notre pays l'ayant soutenu et consolidé pendant les années de l'essor économique. La plupart d'entre elles travaillaient dur tout en ayant un style de vie modeste. Elles ont donné à l'Etat ce dont il avait besoin, entre autres avec leurs impôts réguliers. Il serait inacceptable de les voir se faire traiter comme les «drones» de notre système économique ou comme un «fardeau». Cette génération n'a guère besoin d'être exhortée à la solidarité; elle lui a été transférée, faisant ensuite partie du for intérieur de sa personnalité, par le biais de l'éducation, de l'école et du mode de vie. C'est précisément pour ces raisons que nos concitoyens plus âgés ont le droit de réclamer la solidarité. Ils nous ont souvent rappelé, à juste titre, de vivre plus prudemment et plus modestement. Ce proverbe africain est également justifié ici: «Quand une personne âgée meurt, une bibliothèque meurt avec elle».

Mais la solidarité doit jouer partout. Le «sursaut de solidarité» de la présidente de la Confédération, Mme *Simonetta Sommaruga*, a récemment sollicité de la part de tous les

Suisses doit également façonner l'esprit des ordonnances que les responsables éditent. La solidarité ne signifie pas seulement obéir aux ordres. Elle représente beaucoup plus.

Le médecin suisse *Beat Richner*, récemment enterré avec tous les honneurs, a démontré ce qu'une seule personne peut accomplir au cours d'un engagement de toute une vie dans le lointain Cambodge. Son exemple est un fanal. M. Richner a sauvé des vies par des moyens simples, avec l'implication des proches de ces patients, et a garanti aux hôpitaux *Kantha Bopha* des soins de grande qualité au niveau humain et médical. Ce faisant, il a placé les plus faibles au centre de ses efforts, les enfants cambodgiens marqués par la guerre et ses effets désastreux sur la santé jusqu'à nos jours. Il a notamment essayé de se procurer des médicaments à prix réduit auprès de sociétés pharmaceutiques renommées, pour des besoins urgents, insistant sur le fait qu'il n'était point dirigé par la quête du profit mais du désir d'aider – en vain. Ensuite, M. Richner s'est tourné vers la solidarité du peuple suisse et a réussi, pouvant compter sur lui pour maintenir son œuvre gigantesque pendant toutes ces années. Une partie de son succès est dû au fait que *Beat Rich-*

ner n'isolait pas ses patients. Leurs familles étaient là, vivaient tout naturellement avec leurs parents malades, principalement leurs enfants, les nourrissaient et passaient beaucoup de temps avec eux, participant aux traitements là où cela faisait bon effet.

Nous ne sommes pas au Cambodge. Nos menaces sanitaires, contrairement à ce qui se passe là-bas, ne sont pas une conséquence de la guerre. Mais le fait que la personne malade a avant tout besoin de compassion et de camaraderie, et non pas seulement de spécialistes et d'équipements est une condition préalable à la réussite du traitement, également chez nous.

La personne malade est toujours un être humain et, dans de nombreux cas, elle peut contribuer activement à son état de santé ou à son rétablissement, plus que nous ne le pensons. Même le cas de la menace actuelle présente des opportunités, il faudrait oser les saisir. Réfléchissons-y ensemble! Lors d'un grave accident de voiture, la victime est souvent réanimée par le bouche-à-bouche d'un passant. Cela fonctionnait même à l'époque de l'infection par le VIH où l'aide prompt ne présentait pas un obstacle insurmontable à le pratiquer. Les personnes malades ont besoin d'une chose par-dessus tout: l'empathie humaine. Les injonctions testamentaires excluant telle ou telle thérapie ne créent pas la confiance, c'est grâce à l'encouragement médical que le souffle redeviendra, que la crise pourra être surmontée. La ventilation artificielle est un pis-aller dont ne personne nie l'importance dans les hôpitaux. Mais l'énergie de la relance provient de la compassion et de la confiance de savoir que nous serons aidés par la seule raison d'appartenir à la communauté humaine. Que la mort survienne, nous, les humains ne devrions pas pouvoir, ni vouloir en décider, ce n'est pas notre tâche, Dieu merci. Un patient reste un membre de la famille, un ami, un voisin, un collègue de travail et un concitoyen. Si nous vivons ce principe en profondeur, notre aide, aussi simple soit-elle, contribue, elle aussi, au soulagement d'une personne tombée malade. L'essentiel: nous nous aidons! La crise de la Coronavirus nous en rend conscients à maintes occasions. C'est une chance pour nous tous. •

¹ Bericht aus dem Elsass: Patienten über 80 werden nicht mehr beatmet; in: Tages-Anzeiger, Corona-Ticker-International 26/03/2020 (www.tages-anzeiger/corona-ticker-international)

«Corona en Russie ...»

suite de la page 3

ce qui peut également se faire à domicile si nécessaire. Les écoles et les universités sont fermées jusqu'au 12 avril, les jardins d'enfants travaillent à capacité réduite. Là, seuls sont admis les enfants des personnes travaillant dans les domaines prioritaires sociaux (secteur médical, personnel soignant, chauffeurs de bus). Les magasins sont ouverts comme d'habitude et remplis comme toujours.

*Siegfried Wilhelm,
Nizhny Novgorod, le 20 mars 2020*

Saint-Pétersbourg

En Russie, la vie suit encore en grande partie son cours normal. Bien que les théâtres soient fermés, que les concerts et les événements sportifs soient annulés et que les rassemblements de plus de 50 personnes soient interdits, à part cela, on ne remarque guère le virus dans la vie quotidienne en Russie. Avec près de 200 000 tests effectués, la Russie ne compte qu'un peu moins de 650 infections. Cela est principalement dû au fait que la Russie a réagi très rapidement, notamment en fermant ses frontières. Les Russes revenant de l'étranger (la Russie a ramené plus de 40 000 Russes de l'étranger au cours des dix derniers jours par des vols spéciaux) doivent passer deux semaines en quarantaine à domicile.

Mais maintenant, le nombre de personnes contaminées augmente de plus en plus vite même en Russie. Hier, le nombre était inférieur à 500, aujourd'hui il est déjà supérieur à 650. Pour rappel: lorsque l'Allemagne a eu ce nombre de personnes infectées au début du mois de mars, le gouvernement allemand n'a pratiquement pris aucune mesure. D'ailleurs, la Russie a aujourd'hui également signalé les deux premiers décès dus au virus Corona.

Aujourd'hui, le président *Poutine* s'est adressé aux Russes dans un discours télévisé a annoncé les mesures qui s'appliqueront en Russie à partir du samedi 28 mars 2020. Ces mesures comprennent aussi le fait de repousser à une date indéterminée le référendum sur la réforme constitutionnelle prévue, qui devait avoir lieu à la fin du mois d'avril.

A partir de samedi, le travail sera largement suspendu en Russie, les règles s'appliqueront comme les jours fériés, ce qui signifie que les gens n'iront pas travailler, mais que les salaires continueront à être versés. Toutefois, les magasins, les banques, les assurances, les autorités publiques et les transports communs continueront à fonctionner.

Le règlement s'appliquera du 28 mars au 5 avril 2020, mais je m'attends à ce qu'il soit ensuite étendu ou même renforcé, en fonction de l'évolution des nouvelles infections.

M. *Poutine* ne se fait pas non plus d'illusions sur le fait que la Russie sera épargnée par l'épidémie. Il l'a dit très clairement: «Les jours de congé ont été accordés dans le but de ralentir la propagation de la maladie.»

Également en Russie, il est clair que la maladie ne peut être stoppée, mais que tout au plus, sa propagation peut être retardée. Fait remarquable, je n'ai pas vu d'étagères vides dans les magasins en Russie. Il y existe des vidéos montrant le contaire, mais faisant mes courses hier, dans mon supermarché du coin, les rayons étaient remplis.

Dans son discours, M. *Poutine* a annoncé un programme de soutien aux personnes et à l'économie. Ainsi, toutes les prestations sociales reçues par les personnes sont forfaitairement prolongées de six mois, sans qu'il soit nécessaire de présenter les demandes ou les documents habituels. En outre, une sorte d'allocation familiale de 5 000 roubles (environ 60 euros) par mois doit être versée pendant trois mois. De

plus, l'augmentation du soutien aux familles annoncée par *Poutine* en janvier, qui devait être versé à partir de juillet, sera avancée d'un mois et déjà versée à partir de juin. Comme cet argent sera versé rétroactivement à partir de janvier, les familles avec enfants recevront une somme vraiment considérable en juin.

En outre, les indemnités de maladie seront désormais calculées et augmentées différemment. En Russie, les indemnités de maladie sont calculées selon une formule qui tient compte du montant du salaire et des années d'expérience professionnelle, ce qui signifie que les indemnités de maladie des jeunes sont souvent très faibles. Ce montant devrait maintenant être augmenté et ne peut plus être inférieur au salaire minimum. L'allocation de chômage sera également augmentée de moitié, car de nos jours, les gens perdent également leur emploi en Russie, et il est bien sûr presque impossible de trouver un nouvel emploi, du moins pour le moment.

Il y aura également les aides pour les crédits. Si le revenu d'une personne diminue de 30 % ou plus, les banques devront reporter les traites pour les crédits. Cela s'applique à tous les types de crédits personnels, qu'il s'agisse de crédits à la consommation ou de crédits hypothécaires.

Les petites et les moyennes entreprises n'ont pas à payer d'autres taxes que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pendant six mois. Il en va de même pour les cotisations de sécurité sociale qui en Russie – contrairement à l'Allemagne – sont payées uniquement par l'employeur. De plus, les cotisations de sécurité sociale seront forfaitairement réduites de moitié, jusqu'à présent, elles étaient de 30 %, dès maintenant, elles ne sont plus que de 15 %. Cette mesure est valable pour une durée illimitée. Afin d'éviter que des entreprises ne fassent faillite en raison de la crise, des créances ne

pourront pas du tout être recouvrées devant le tribunal pendant six mois.

Mais la Russie profite également de la situation pour augmenter d'autres impôts. Il s'agit de fonds d'argent qui sortent de Russie sous forme de dividendes et de distributions de bénéfices. Jusqu'à présent, seuls deux pour cent d'impôts étaient dus sur ces derniers. En Russie, l'impôt sur le revenu est forfaitairement de 13 %, de sorte qu'il faut désormais payer un impôt de 15 % sur les bénéfices transférés à l'étranger. Toutefois, cela affecte dans de nombreux cas les conventions en matière de double imposition avec d'autres pays. A ce sujet, M. *Poutine* a déclaré: «Si nos partenaires étrangers n'acceptent pas nos propositions à cet égard, nous annulerons les conventions en matière de double imposition avec ces pays.»

En ce qui concerne le deuxième nouvel impôt, M. *Poutine* a déclaré: «Dans de nombreux pays du monde, les revenus d'intérêts des personnes (privées) provenant de dépôts bancaires et de titres sont soumis à l'impôt sur le revenu. Nous ne taxons pas ces revenus. Je propose de fixer un impôt de 13 % sur les revenus d'intérêts pour les citoyens dont le volume total de dépôts bancaires ou d'investissements en obligations dépasse un million de roubles (environ 12 500 euros). C'est-à-dire, je le répète, seulement les intérêts reçus de telles investissements seront imposés comme le revenu d'une personne, et non pas le montant lui-même.» Les revenus supplémentaires provenant de ces mesures seront utilisés pour compenser les cotisations de sécurité sociale.

*Thomas Röper, Saint-Pétersbourg,
le 25 mars 2020*

Source du deuxième texte: <https://www.anti-spiegel.ru/2020/fernsehansprache-von-putin-zum-coronavirus-welche-massnahmen-die-russische-regierung-ergreift/> du 25/03/2020

«Face au besoin présent, nous nous asseyons ensemble autour de la table et nous résolvons les problèmes»

La Suisse soutient les entreprises et les salariés par une aide rapide et non-bureaucratique

par Marianne Wüthrich

L'état d'urgence règne – en Suisse comme dans de nombreux autres pays. La protection de la population et le maintien du fonctionnement des hôpitaux ont naturellement la priorité absolue. Mais il incombe également à l'Etat de faire tout ce qui est humainement possible pour le maintien à flot des entreprises dès aujourd'hui et leur redressement ensuite, la préservation des emplois et le soutien aux chômeurs jusqu'à leur retour au travail. C'est à cette tâche exigeante que le Conseil fédéral suisse s'attaque aujourd'hui, avec une vigueur remarquable.

Les retraités doivent se rendre compte qu'ils sont privilégiés. Les rentes de l'AVS et de la caisse de prévoyance professionnelle sont assurées, comme on l'a récemment affirmé à la radio. La situation se présente pourtant différente quant à nos concitoyens assurant un emploi rémunéré. C'est à eux que le Conseil fédéral, en collaboration avec de nombreux offices et institutions du pays, accorde désormais une attention particulière. Il est impressionnant de constater à quel point il est possible à la Suisse d'agir rapidement et sans bureaucratie si la situation l'exige. Voilà donc une vue totalisant les nouvelles mesures d'urgence dans le domaine économique suisse.

Le 20 mars 2020, le Conseil fédéral a approuvé un vaste train de mesures d'un montant total de 32 milliards de francs pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie de corona. Avec les mesures

Le Parlement veut avoir son mot à dire Session spéciale du 4 au 8 mai 2020 à Berne

Le Conseil national et le Conseil des Etats avaient mis fin prématurément à leur session de printemps après deux semaines, face à la situation actuelle. Les risques qu'elle contient avaient abouti au renoncement à tenir la troisième semaine (à partir du 16 mars) dans les salles du conseil, où les membres sont très proches les uns des autres. La session d'été n'aura lieu que du 2 au 19 juin à Berne, mais pas au Palais fédéral.

28 membres du Conseil des Etats (sur 46) avaient demandé le 25 mars une session extraordinaire du Parlement, comme cela est prévu dans la Constitution, afin que celui-ci puisse apporter sa contribution pour faire face à la sortie de la crise. Selon *Andrea Caroni*, membre du Conseil des Etats (Parti radical, Appenzell rhodes-externes), il ne s'agit pas d'un signe de méfiance envers le Conseil fédéral: «Peut-être le Parlement arrivera-t-il aussi à la conclusion que l'on n'a pas besoin d'autres

mesures que celles prises par le Conseil fédéral.»¹ Le Conseil fédéral a également demandé une session extraordinaire.

La session se déroulera du 4 au 8 mai 2020, non pas au Palais fédéral, mais à la «Bernexpo», le centre de foires et d'expositions de Berne. Le communiqué de presse du 26 mars précise: «Le site de Bernexpo permet de respecter les règles de conduite et d'hygiène de l'Office fédéral de la santé publique lors des débats du Conseil.» Le Parlement discutera de l'approbation ultérieure des crédits supplémentaires décidés par le Conseil fédéral et demandera éventuellement des mesures supplémentaires.²

¹ Fluri, Lucien: «Ständeräte beantragen ausserordentliche Parlamentssession», *St. Galler Tagblatt* du 26/03/2020

² «Crise du COVID-19: Le Parlement siègera début mai au palais Bernexpo», *Communiqué de presse du Parlement* du 26/03/2020

Les PME (petites et moyennes entreprises) bien positionnées avant la crise ont droit à des prêts-relais immédiats. La Banque nationale suisse (BNS) fournit de l'argent aux banques qui, elles, accordent aux entreprises des prêts jusqu'à 10% de leur chiffre d'affaires, la Confédération fournissant des garanties jusqu'à un total de 20 milliards de francs. Le Conseil fédéral demandera au Parlement le crédit d'engagement nécessaire à cette fin.² Ces mesures et d'autres mesures d'urgence seront débattues lors de la session extraordinaire de mai (voir encadré ci-contre «Le Parlement veut avoir son mot à dire»).

Ce qui fascine, ce sont les points essentiels de ce programme ambitieux fixés par le Conseil fédéral le 20 mars, à travers une ordonnance d'urgence. Le 25 mars déjà, soit cinq jours plus tard (!), le chef du Département fédéral des finances, le conseiller fédéral Ueli Maurer, s'est présenté devant les médias, en compagnie du président de la BNS, du directeur de l'Autorité de surveillance des marchés financiers (Finma) et du président de la Banque cantonale de Zurich (ZKB) en tant que représentant des banques suisses. Ils ont affirmé d'avoir rendu possible la mise en œuvre pratique du règlement dans un laps de temps surprenant. Chacun d'entre eux – ainsi que de nombreux assistants en arrière-plan – avait joué son rôle pour la possibilité de retrait des prêts à partir du 26 mars (le lendemain!) dans l'une des 300 banques participantes. Nos lecteurs liront plus de détails dans la déclara-

Suite page 6

déjà prises le 13 mars, les fonds disponibles atteignent donc un total de plus de 40 milliards de francs suisses. Les décisions nécessaires pour mettre en œuvre le paquet rapidement et sans complications ont déjà été avalisées le 25 mars. Le lecteur trouvera la déclaration de *M. Ueli Maurer*, conseiller fédéral, ci-dessous. Quant aux innovations les plus importantes, voici comment elles se résument.

Report de paiements et crédits pour entreprises – à vitesse grand V

Les entreprises concernées peuvent bénéficier d'un report temporaire et sans intérêt des cotisations de sécurité sociale. Pour les impôts dus au gouvernement fédéral (par exemple, la TVA et les droits de douane), le délai de paiement peut être prolongé jusqu'au 31/12/2020, sans intérêt de retard.¹

«C'est tout simplement magnifique la façon dont les gens d'ici s'impliquent et s'engagent»

Déclaration du conseiller fédéral suisse Ueli Maurer lors de la conférence de presse du 25 mars 2020

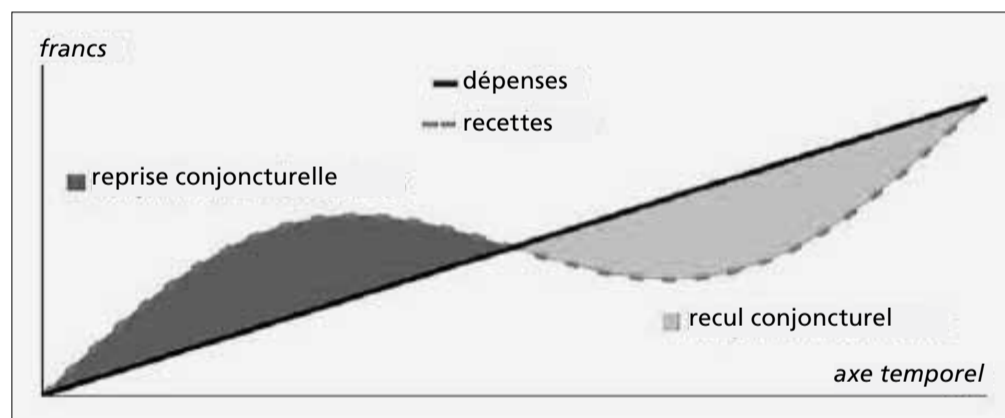
mw. Le vendredi 20 mars 2020, le Conseil fédéral a adopté les points essentiels d'un programme étatique de soutien aux liquidités des entreprises sous forme de garanties. Cinq jours plus tard, le conseiller fédéral Ueli Maurer, chef du département suisse des finances, a présenté les mesures financières de soutien à l'économie. Ses remarques lors de la conférence de presse du 25 mars expliquent bien de quoi il s'agit et combien il est important que tout le monde travaille ensemble pendant cette période.



Ueli Maurer
(Photo mad)

D'après le conseiller fédéral Ueli Maurer: «la Confédération met à disposition 20 milliards de crédits en forme de garanties. Il est important de trouver un équilibre entre l'économie et la place financière suisse pour que cela puisse être réalisé. Il s'agit bien plus que de

distribuer de l'argent; il s'agit d'assurer le financement et c'est pourquoi vous voyez la Banque nationale ici présente [pointe sur le président de la BNS, *Thomas Jordan* sur le podium], il s'agit d'assurer la surveillance [indique *Marc Branson*, directeur de l'Autorité suisse de surveillance des marchés financiers Finma], et il s'agit de montrer comment cet argent devrait être distribué [indique *Martin Scholl*, président de la BCZ en tant que représentant des banques]. Suite au vendredi dernier, j'ai reçu des courriels de citoyens affirmant «Vous bluffez! J'étais à la banque et ils m'ont dit: Ils ont perdu la tête à Berne, il faudra au moins quatre semaines avant que nous puissions répondre à de telles demandes.» Eh bien, nous avons travaillé tout le week-end, à un rythme de 18 heures par jour, d'une part l'administration avec nos avocats et d'autre part avec les banques. Ainsi, nous avons adopté la nouvelle réglementation aujourd'hui comprenant tous les détails nécessaires pour que les demandes de prêts puissent être faites à partir de demain et pour faire fonctionner ce système.»



Le frein à l'endettement régule les dépenses. Au cours d'un cycle économique, celui-ci ne doit pas dépasser le revenu. (Photo © EFD/DFP)

Avancer rapidement ensemble

Le conseiller fédéral Maurer poursuit: «Comme tous les chefs d'entreprise et tous les présidents des conseils d'administration de 300 banques en Suisse ont participé à une conférence téléphonique le dimanche matin, on a pu voir à quel point cette question est prise au sérieux et comment on travaille ensemble en Suisse. Je pense que c'est une grande différence. Ailleurs, les gens sont prêts à jeter une grande quantité d'argent dans la balance. Quant à nous, dans peu de jours, nous vous fournirons les détails sur la manière de le distribuer et de le contrôler.

Je voudrais profiter de cette occasion pour exprimer mes sincères remerciements pour le travail qui a été accompli ici dans l'administration, à la Banque nationale, à la Finma et surtout dans les banques. Cela montre simplement le bon fonctionnement de notre système suisse dirigé par l'idée qu'en fin de compte, nous nous asseyons ensemble autour de la table pour résoudre les problèmes qui se posent.

A quoi ressemble le paquet? Il est constitué selon les décisions du Conseil fédéral, la semaine dernière. Il existe des crédits de garantie allant jusqu'à 500 000 francs, qui sont en principe accordés et versés immédiatement sans révision majeure. Le taux d'intérêt sur ces prêts jusqu'à 500 000 francs est de 0 (zéro) et il n'y a pas de frais. Il s'agit également d'un service fourni par les banques impliquées: les personnes obtenant un prêt garanti ne paient aucun intérêt. Le

deuxième lot que nous avons annoncé passe de 500 000 à 20 millions, où un taux d'intérêt de 0,5 % est appliqué, car il nécessite plus de clarifications et plus de soutien. La référence est le chiffre d'affaires, afin que nous traitions tout le monde avec égalité. Les startups n'ayant pas de chiffre d'affaires et n'étant pas en activité depuis longtemps n'entrent pas dans cette catégorie. Cependant, mais nous avons également prévu une solution dans le règlement pour les très jeunes entreprises connaissant des difficultés afin qu'elles puissent bénéficier d'une garantie d'après une estimation.

La confiance mutuelle entre la population et l'Etat est le meilleur moyen de lutter

«La question posée le plus souvent», dit Ueli Maurer, «est celle inhérente à l'abus: «Que faites-vous quand quelqu'un vient et veut quelque chose sans en avoir le droit? Dès qu'une personne signe une demande, elle reconnaît qu'elle peut se voir condamner à une amende de 100'000 francs suisses si elle donne de fausses informations. Je suppose que les personnes possédant une entreprise et qui ont investi tous leurs actifs dans cette entreprise sont également assez honnêtes pour ne pas vouloir tromper l'Etat. Nous ne voulons pas cela non plus. Nous vous ouvrons immédiatement toutes les possibilités, et je suis fondamentalement convaincu que les abus sont pratiquement impossibles.»

Telle est l'idée générale sous-jacente à ce règlement. Il s'agit d'un paquet, 20 milliards, d'aide d'urgence. Ce n'est probablement pas la fin de l'histoire. Certaines grandes entreprises peuvent avoir des problèmes de liquidité. Nous nous penchons sur cette question, et la question des cas difficiles qui ne peuvent être résolus avec une garantie est également dans notre radar. Nous continuerons à examiner ces questions et à les aborder étape par étape.

C'est merveilleux, d'ailleurs, de travailler ici avec nous. Chaque jour, nous recevons des suggestions de la population, des cantons, de personnes individuelles, écrites à la main ou des concepts dessinés à la main, sur la manière de procéder. C'est tout simplement merveilleux de voir comment les gens d'ici participent et s'impliquent.

Nous vous montrons cet équilibre entre l'économie et la place financière: il faut procéder de la sorte pour que ce que nous lançons maintenant soit également durable à long terme et engendre un effet sur l'économie sans pour autant faire peser une charge excessive sur la place financière.»

Surmonter ensemble cette phase difficile

Enfin, une citation de la déclaration de *Martin Scholl*, président de la direction générale de la *Banque cantonale de Zurich (ZKB)*:

«Il y a beaucoup d'annonces dans le monde, mais annoncer de grosses sommes d'argent le plus rapidement possible est une chose, et les apporter aux bénéficiaires à la fin en est une autre. Ce qui importe en fin de compte, c'est la bonne circulation de l'argent, le paiement des salaires et que cette phase difficile soit maîtrisée par des efforts communs rapidement. Le Conseil fédéral a promis il y a quelques jours qu'il allait tenir sa promesse, et il l'a fait. Avec la décision du Conseil fédéral de ce matin, la solution est désormais en place, non seulement sur le plan conceptuel mais aussi en termes de mise en œuvre. Cela n'a été possible, comme l'a déclaré Monsieur le Conseiller fédéral, que parce que de tous côtés, pratiquement en mode 7x24, sur la base de la confiance et du respect mutuels, on se battait pour des solutions, parfois en se confrontant les uns des autres.»

«Face au besoin présent ...»

suite de la page 5

tion du conseiller fédéral Ueli Maurer publié ci-dessus. Déclaration qui se termine en ces paroles dignes d'être citées.

«Je crois qu'il n'est vraiment possible de synthétiser tout cela, en si peu de temps, que chez nous. L'initiative de nos banques est en effet formidable. De telles choses montrent tout simplement que notre système fonctionne et comment face au besoin présent, nous nous asseyons ensemble autour de la table et nous résolvons les problèmes.»

Moins de bureaucratie pour l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail

Réduction de l'horaire de travail

De nombreuses entreprises suisses ont déjà déposé des demandes d'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail auprès des autorités. L'objectif est d'indemniser les employés ne pouvant plus être employés (et payés) à plein temps en raison de fermetures d'entreprises ou d'une baisse de commandes. L'objectif principal de cet instrument est de préserver les emplois.

Le Conseil fédéral a désormais étendu le bénéfice de l'indemnisation, entre autres, aux travailleurs temporaires et aux apprentis (ces derniers continuent normalement à percevoir la totalité du salaire d'apprenti en cas de pénurie de travail de l'entreprise formatrice qui continue à payer normalement le salaire total d'apprenti; l'assurance de chômage prend en charge une partie de l'indemnisation afin de soulager les employeurs).

En outre, un certain nombre de simplifications administratives s'appliquent avec effet immédiat, telles que la suppression du délai d'attente ou l'extension de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail de 3 à 6 mois.³

Le chômage

Les nouvelles mesures visent à réduire la charge administrative des demandeurs et des autorités cantonales afin de pouvoir traiter les demandes le plus rapidement possible.

Le plus important pour les salariés qui sont souvent au chômage du jour au lendemain (par exemple, les vendeurs, les employés des restaurants, les coiffeurs) est de présenter leur

Toutes les quatre secondes, une garantie est accordée quelque part en Suisse

«Nous avons demandé au Parlement un crédit supplémentaire d'un milliard de francs suisses pour les pertes de garantie. 76 000 demandes ont déjà été approuvées et d'autres suivront. Il s'agit de prêts garantis par la Confédération. Il ne s'agit donc pas encore de dépenses fédérales. [...]

La question se pose également à maintes reprises: les garanties sont-elles le bon instrument? Ce n'est certainement pas le bon instrument pour tout le monde, car les contributions à fonds perdu pourraient être meilleures pour certains. Mais

je ne fais que distribuer l'argent de vos impôts, et distribuer l'argent des autres est toujours relativement facile. La voie à suivre est donc celle-ci: nous accordons des garanties et essayons ensuite de trouver des solutions. Si cela devait s'avérer impossible quelque part, cela serait pour le moment la bonne situation. [...]

Depuis jeudi dernier, en moyenne quelque part en Suisse, une garantie est approuvée toutes les quatre secondes, vraiment toutes les quatre secondes».

Le conseiller fédéral Ueli Maurer lors de la conférence de presse du 3 avril 2020

certificat de radiation. En effet il n'y a actuellement pratiquement pas d'offres d'emploi dans ces secteurs. Afin d'éviter le passage à l'aide sociale, toutes les personnes ayant droit aux prestations reçoivent au maximum 120 indemnités journalières supplémentaires.⁴

On constate pourtant, avec des sentiments mitigés, que l'obligation de l'employeur de signaler les postes vacants au service public de l'emploi est temporairement suspendue. Il sera ainsi plus facile pour les entreprises de rechercher le personnel nécessaire à l'étranger.⁵ Après la crise, nous, les citoyens, devons être conscients de la nécessité pour les employeurs de la publication des offres d'emploi dans leur pays d'origine, car c'est pratiquement la seule mise en œuvre par le Parlement, des exigences de l'initiative sur l'immigration de masse.

Allongement de la durée du travail dans les hôpitaux

Contrairement à beaucoup d'autres travailleurs, le personnel des hôpitaux est très occupé. Dans la situation d'urgence actuelle, le Conseil suspend temporairement les dispositions du Code du travail relatives à la durée du travail et aux périodes de repos, car de nombreux hôpitaux ne sont tout simplement pas en mesure de les respecter strictement. Cet avertissement est accompagné de la mise en garde suivante: «Toutefois, notre priorité absolue reste de veiller à ce que les médecins, le personnel soignant, les employés spécialisés et toutes les autres personnes qui

apportent leur précieuse contribution engagée pour faire face à cette situation extraordinaire soient suffisamment protégés.»⁶ Pour leur protection et pour notre bien à tous!

Le travail indépendant, la culture, le sport et le tourisme sont également inclus

Les propriétaires de restaurants ou de magasins sont aujourd'hui dans une position similaire à celle de leurs employés: Du jour au lendemain, ils ont perdu leurs sources de revenus. Mais les artistes indépendants sont également touchés parce que leurs engagements sont annulés ou parce qu'ils doivent annuler leurs propres événements.

Ces indépendants et les parents qui doivent interrompre leur activité professionnelle pour s'occuper de leurs enfants en raison de la fermeture des écoles reçoivent des indemnités journalières conformément à la loi sur les allocations pour perte de gain (LAP): 80% du revenu, jusqu'à un maximum de 196 francs suisses par jour de travail.

Pendant deux mois, la Confédération va mettre à disposition 280 millions de francs comme première tranche pour l'aide d'urgence et l'indemnisation dans le secteur culturel, et 100 millions de francs pour les organisations sportives. Dans le secteur du tourisme, des mesures immédiates ont été mises en œuvre depuis février 2020, par exemple pour combler un manque de liquidités. Quelques 300 millions de francs suisses ont été investis dans des projets touristiques

dans le cadre de la politique régionale, et les délais de remboursement des prêts à l'hôtellerie ont été allongés.⁷

Conclusion: se préparer à la crise grâce au frein à l'endettement

Notons que, contrairement à beaucoup d'autres personnes dans le monde nous, les Suisses, n'avons aucune raison de nous plaindre. Le fait est que les autorités font tout ce qui est humainement possible pour que la population traverse la période de la pandémie de corona sur le plan financier.

Il est gratifiant, mais évident, que pratiquement toute la population soit impliquée et partage la responsabilité du respect de la réglementation. Tout se passe donc selon notre devise éprouvée: l'Etat c'est nous. Les finances fédérales sont en bon état et il y a suffisamment de réserves pour gérer la crise actuelle car le Parlement a observé les règles du frein à l'endettement pendant de nombreuses années, c'est-à-dire, pas plus de dépenses que de recettes au cours d'un cycle économique, ou en d'autres termes, être prévoyant dans les bons moments pour affronter les moments difficiles lorsqu'ils se présentent. En démocratie directe, c'est ce que le peuple a décidé, tant au niveau de la Confédération que des cantons. •

¹ Seco – Secrétariat d'Etat à l'économie. «Coronavirus: Un ensemble de mesures pour atténuer les conséquences économiques.» Communiqué de presse du 20 mars 2020

² Seco – Secrétariat d'Etat à l'économie. «Coronavirus: Un ensemble de mesures pour atténuer les conséquences économiques.» Communiqué de presse du 20 mars 2020

³ «Coronavirus: Mesures supplémentaires en vue de soutenir l'économie» Communiqué de presse du 25 mars 2020

⁴ «Coronavirus: Mesures supplémentaires en vue de soutenir l'économie» Communiqué de presse du 25 mars 2020

⁵ «Coronavirus: Mesures supplémentaires en vue de soutenir l'économie» Communiqué de presse du 25 mars 2020

⁶ Seco – Secrétariat d'Etat à l'économie. «Coronavirus: Un ensemble de mesures pour atténuer les conséquences économiques.» Communiqué de presse du 20 mars 2020

⁷ Seco – Secrétariat d'Etat à l'économie. «Coronavirus: Un ensemble de mesures pour atténuer les conséquences économiques.» Communiqué de presse du 20 mars 2020

L'argent fait-il tourner le monde?

ds. Sous le choc de l'épidémie du corona, on commence à réfléchir sur la question de savoir s'il est vraiment raisonnable de suivre le principe «l'argent fait tourner le monde».

Après la chute du mur en 1989/90 au plus tard, faire de l'argent devint le grand dogme. De l'argent, de l'argent et encore de l'argent. On gagnait de l'argent avec l'argent et on produisait tout ce qui rapportait de l'argent. L'important était de profiter: en vendant des drogues, des armes et tout ce fatras de choses dont la nécessité était à inventer à l'aide d'une publicité aguichante.

La production industrielle fut transférée dans des pays où l'on pouvait produire avec le plus grand profit, sans se soucier de la casse. Les vivres auxquelles on faisait faire le tour du monde rapportaient plus que celles produites

dans le pays. Il revenait moins cher de recruter du personnel qualifié dans des pays à bas salaire que de le former sur place. Estimant de ne pas rapporter assez on négligeait l'infrastructure et la protection de la population.

Et voilà maintenant que le marché mondial est en rupture de stock. Le pays connu dans le monde entier pour son industrie pharmaceutique est en pénurie de matières premières pour les médicaments à produire. Il manque de masques et de vêtements protecteurs. Aux frontières, des livraisons sont retenues. Les pays voisins ont eux-mêmes besoin de leur personnel soignant.

Maintenant, on a du grain à moudre et on s'orientant sur les besoins des gens, il faut réfléchir «en son âme et conscience» à développer de nouvelles structures alternatives. •

Enseigner autrement au temps du coronavirus – cours «aux petits-enfants»

dk. En Suisse alémanique, Anne et sa petite-fille Ronja se trouvent deux heures par jour devant leur ordinateur respectif pour travailler différentes matières. L'idée leur est venue lors d'un appel téléphonique. Le père de Ronja a installé la technique nécessaire. Ronja est en troisième de l'école primaire (cours moyen1) et avec l'aide de sa grand-mère elle s'entraîne en mathématiques, en allemand ou bien elle apprend la couture. Elle vient de coudre une jupe pour elle-même et projette de faire aussi une veste. Anne aime beaucoup cette communication pleine de vie avec sa petite-fille, elles en profitent toutes les deux car elles se parlent de façon régulière.

Anne recommande vivement ce projet à d'autres grands-parents. Le projet est présenté sur le site www.enkelschule.ch. On y explique aussi comment installer le logiciel. En cas de problèmes techniques on peut appeler par téléphone. Le responsable du projet, Urs Baumann, prévoit la possibilité de continuer le projet également après l'épidémie par exemple dans le soutien aux enfants d'un milieu défavorisé par des personnes âgées. •

Source: *Aargauer Zeitung* du 3 avril 2020 et www.enkelschule.ch

Courrier des lecteurs

Le coronavirus, nous fera-t-il retrouver la raison?

Non seulement l'Allemagne est aujourd'hui dans un état absolument extraordinaire, mais en principe cela vaut pour tous les pays du monde. Et nous pouvons observer que nous avons un Etat extrêmement capable, à commencer par notre chancelier fédéral, les premiers ministres des Etats fédéraux, jusqu'aux dirigeants politiques des municipalités. L'Etat-nation fédéral avec tous ses organes montre maintenant son vrai visage dans la crise. Pas d'attaques polarisant les uns contre les autres, pas de vanités personnelles des politiciens menées de façon individuelle, mais une solidarité de tous les acteurs de la crise est maintenant illustrée. Je pense aussi aux organes exécutifs des municipalités, aux bureaux d'ordre public, aux agents de police et autres, qui veillent au respect des règles. Les gouvernements de district de Rhénanie-du-Nord-Westphalie emploient à eux seuls un grand nombre de personnes pendant un week-end.

Celles-ci traitent les demandes d'aide d'urgence reçues de petites entreprises ayant peu d'employés, ainsi que de travailleurs indépendants n'étant plus autorisés à exercer leur activité, sans aucune formalité administrative. Pour combler l'écart, ils reçoivent un paiement unique non remboursable de 9 000 à 25 000 euros. Le flux financier s'effectue en quelques jours.

En outre, nous constatons qu'une grande majorité a désormais compris la nécessité de se comporter de manière cohérente et de s'entraider pour protéger sa propre vie et celle des autres. Malgré les critiques si souvent formulées à l'égard de notre système de santé, nous pouvons maintenant constater qu'il fonctionne très bien et que, là aussi, il existe une solidarité entre les Etats dans le domaine de la fourniture des lits de soins intensifs. Nous sommes arrivés à la conclusion mutuelle que la coopération entre les nations et l'importance des frontières natio-

nales et de leur sauvegarde, ici dans le but de contenir la pandémie, ne se trouvent pas en contradiction. Cette pandémie est peut-être aussi un déclencheur mondial nous faisant tous revenir à la raison. Finie l'agitation contre les «opposants» politiques! Finie l'augmentation des budgets d'armement! Finies les guerres dans le monde! Vivons la coexistence pacifique entre les peuples dans une bonne communauté au sein des différentes sociétés! On s'attend à ce que l'économie mondiale glisse vers une profonde récession. Le système financier occidental risque d'être ébranlé. Mais c'est précisément ce qui donne l'espoir d'un rapprochement de la famille humaine et de la dissolution définitive des images ennemies de la Russie, de la Chine ou d'Assad. L'ennemi commun est désormais plutôt le virus et son impact mondial, à combattre ensemble.

Werner Voß, Wiehl (D)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,

du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Jean-Daniel Urben
Peter Küpfer

Redaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH640900000877484856

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Corona – Ethique, bon sens ... et psychologie

par Karl-Jürgen Müller

L'assouplissement le plus rapide possible des mesures d'exceptions décrétées en raison de la pandémie ne saurait se réduire à la pression exercée principalement selon des arguments économiques. De nombreux analystes et commentateurs se préoccupent déjà de la question de savoir comment la société, l'économie et la politique devraient procéder après la fin de la pandémie. Et ce, malgré le fait que la pandémie n'ait probablement pas encore atteint son pic et que l'on ne peut pas encore prévoir toute l'ampleur des conséquences. Dans ce qui suit, il ne s'agira pas de reproduire ces analyses et commentaires, et encore moins de les juger, mais plutôt de faire quelques observations fondamentales.

Personne ne veut d'un état d'urgence de longue durée

1) Il est très compréhensible que l'on pose la question pour savoir combien de temps les mesures d'exceptions devraient continuer à être appliquées et comment l'après pandémie devrait-elle être gérée. On ne peut attendre des citoyens qu'ils se préparent à un état d'urgence permanent, ce serait une rupture fondamentale avec les fondements d'un Etat constitutionnel libre et démocratique. Nous connaissons les situations de guerre du passé et du présent: plus une telle situation exceptionnelle dure, plus les conséquences sont négatives. Les hommes ne sont pas faits pour un état d'urgence permanent. Ils ont besoin de l'espoir qu'un tel état, s'il semble nécessaire pendant un certain temps, puisse être surmonté le plus rapidement possible. Tout le reste a des conséquences fatales. Un regard sur l'Europe pendant la guerre de Trente ans ou actuellement sur les pays du Moyen-Orient ou l'Afghanistan en témoigne de façon concrète.

Aujourd'hui, la pandémie de Corona ne signifie pas la guerre. La plupart des personnes confinées chez elles la majeure partie de la journée durant, dont la liberté de mouvement est restreinte ainsi que leur vie en communauté, se trouvant contraints parfois même d'abandonner leur emploi, n'ont pas à craindre que des bombes tombent sur leur toit ou qu'elles soient touchées par une balle ou une grenade en faisant leurs courses ou en marchant. Dans des pays comme la Suisse, l'Autriche ou l'Allemagne, personne ne doit craindre d'avoir faim ou soif à cause de la pandémie. Toutefois, les nombreuses restrictions à la liberté individuelle constituent une rupture majeure dans le mode de vie de nombreuses personnes.

Qui et quoi décide de notre avenir?

2) Nul ne sait qui décidera de la manière dont nous vivrons ensemble dans la société, comment l'économie et la politique après la fin des mesures d'exceptions actuelles et après la pandémie, seront organisées. Certaines choses doivent changer – et il y a beaucoup de gens qui souhaitent voir des changements par la suite. Après tout, la pandémie de corona ne représente pas seulement une sorte de destin, mais aussi le résultat d'erreurs et d'omissions humaines – de la part de nous tous. Mais les idées sur ce qui doit changer – on peut déjà le dire à base des analyses et des commentaires disponibles – sont très différentes. C'est lié aux différentes idées qu'on se fait de l'homme, à ses visions du monde et aux modes de vie – mais également aux différents programmes politiques.

En 1945, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne, qui avait été détruite à bien des égards, a été confrontée à de nombreuses considérations très précieuses quant à la façon dont le pays devrait être façonné à l'avenir. Dans le cadre des sources sur la pensée politique des Allemands aux XIX^e et XX^e siècles publiées par la *Wissenschaftliche Buchgesellschaft* à Darmstadt, le volume rassemblant des sources «Nachkriegsdeutschland 1945-1949» a été publié en 1990, puis à nouveau en 2010. Il est utile de relire ce volume aujourd'hui, 75 ans après la fin de la guerre. Une partie de ce qu'on peut y lire a effectivement été mise en œuvre. D'autres idées n'ont guère joué un rôle par la suite. Qui sait aujourd'hui encore qui était *Eberhard Welty*?¹ Prêtre dominicain et penseur d'éthique sociale appartenant au «mouvement Walberger» – en avez-vous déjà entendu parler? – et

luttant pour un socialisme chrétien basé sur la pensée chrétienne de la loi naturelle. Après la guerre, Welty a plaidé pour une «communauté étatique [...] démocratiquement orientée et garantissant les droits fondamentaux de l'individu en tant qu'image de Dieu dans l'ordre visible de la création». «La base de la vie sociale», a-t-il poursuivi, devrait être «le bien commun des gens», «déterminé par la justice et l'harmonie. [...] Le règlementer était considéré comme la tâche et le devoir de l'Etat. Dans le domaine économique, cela signifiait que les socialistes chrétiens acceptaient la propriété individuelle, dans la mesure où elle n'était pas accumulée en quantité et utilisée uniquement à des fins personnelles, mais qui devait servir en premier lieu à couvrir les besoins personnels de la vie.»

Oui, certaines de ces idées ont trouvé leur place dans la Loi fondamentale ouest-allemande adoptée en 1949, par exemple dans l'obligation d'intérêt public de la propriété à l'article 14, cependant ce n'est pas seulement, ou même seulement dans une faible mesure, la qualité des idées qui a décidé de leur réalisation. L'état réel des relations de pouvoir jouaient souvent un rôle plus important, et le pouvoir qui s'est imposé à l'époque (comme aujourd'hui) n'était pas toujours du côté de l'éthique ni du bon sens. Bien avant la fin de la guerre, les puissances victorieuses avaient déjà foisonné leurs projets pour l'avenir de l'Allemagne (et du monde) et fixé leurs enjeux. Le cadre était ainsi établi; d'autant plus que les puissances victorieuses, ayant des idées très divergentes sur de nombreux sujets, ne voulaient plus se mettre d'accord au début de la guerre froide, mais essayaient plutôt de mettre en œuvre, selon leur conception, leurs programmes respectifs dans leur sphère d'influence.

L'état d'urgence ne doit pas conduire à la dictature

3) L'état d'urgence actuel avec un fort poids du pouvoir exécutif de l'Etat ne doit pas inciter quoique à chercher la solution future à tous les problèmes sociaux, économiques et politiques dans un «leadership fort». La résolution des problèmes doit toujours rester une tâche commune. Cela s'applique non seulement à la lutte contre la pandémie de corona – heureusement, les représentants du pouvoir étatique qui est maintenant au premier plan l'ont également souligné à plusieurs reprises, et à juste titre – mais aussi à toutes les futures tâches publiques. Cela distingue aussi fondamentalement la situation actuelle de la dictature redoutée ou évoquée par certains: les responsables actuels savent très bien que la force et la violence mèneraient à une impasse. L'éthique et le bon sens doivent guider les décisions, surtout et avant tout dans la situation actuelle.

Il y a déjà plus de 90 ans, en 1928, le psychologue viennois *Alfred Adler* avait caractérisé l'erreur fondamentale de la voie du pouvoir:

«Le résultat de la recherche psychologique individuelle et de masse est le suivant: La recherche du pouvoir personnel est une illusion fatale et empoisonne le vivre ensemble»

Le peuple allemand a pleine confiance dans les mesures prises par l'Etat

km. Lors d'un sondage représentatif effectué par téléphone les 30 et 31 mars, l'institut de sondage Infratest dimap a demandé leur avis à environ 1000 citoyens allemands. Le 2 avril, la «Tagesschau» a informé en détail du résultat de ce sondage. En voici quelques extraits:

«Une grande majorité des Allemands (93%) continue à être d'accord pour rester en confinement en famille ou pour rencontrer uniquement une seule personne.»

Les quatre cinquièmes (79%) des Allemands se montrent peu inquiets quant à une pénurie de biens de première nécessité. Concernant la peur de perdre le poste de travail, parmi la population active la situation est très claire: les trois quarts redoutent peu de perdre leur emploi ou même très peu.

des gens. Ceux qui veulent une communauté humaine doivent renoncer à la recherche de la violence sur les autres. Pour beaucoup, l'application avec force de la loi est une pensée naturelle. Nous voulons l'admettre: il semble [souligné par Alfred Adler] que ce soit le moyen le plus facile de créer tout ce qui est bon et promet le bonheur, ou même ce qui est dans le sens d'un développement imparable, avec les moyens du pouvoir. Où, dans la vie humaine ou dans l'histoire de l'humanité, une telle entreprise a-t-elle déjà réussi? D'après ce que l'on peut voir, partout l'utilisation de la force, même douce, réveille la contre-volonté, même là où le bien des opprimés est visiblement recherché.»²

L'écrasante majorité des citoyens a approuvé les mesures de leur Etat avec compréhension (voir encadré), cela représente un atout communautaire précieux et doit être traité avec précaution.

L'espoir d'un plus grand espace pour l'éthique et le bon sens

4) Les réactions des responsables dans les médias, dans le monde des affaires et en politique montrent une multitude de déclarations, qui pourtant s'écartent clairement de ce que l'on aurait pu attendre de l'époque précédente. Par exemple, qui aurait cru il y a quelques semaines que la chancelière allemande *Angela Merkel* adopterait une position aussi appropriée et même touchante face à la menace de la pandémie? Peut-être y a-t-il vraiment de bonnes raisons d'espérer que l'éthique et le bon sens trouveront une plus grande place, auprès des représentants responsables pour la vie sociale, économique et politique. Mais surtout, que personne ne se trompe: c'est une erreur de penser que ceux qui sont «puissants» à nos yeux sont si différents de nous. Il est très peu probable que seul ce groupe de personnes ait tout fait de travers au cours des dernières années et que si nous avions eu ce que nous voulions, tout aurait été beaucoup mieux. Les choses s'amélioreront seulement si chaque personne est acceptée comme un partenaire égal dans le dialogue, et cela va dans tous les sens. Des citoyens montant sur leurs grands chevaux et la haine contre tous les «puissants» ne seront d'aucune aide, pas plus que les politiciens qui prétendent sur le champ tout savoir mieux que les autres.

N'oubliez pas les victimes de la politique de puissance mondiale

5) Beaucoup de gens savent que certains Etats et certaines personnes sont bien plus mal lotis que nous dans la situation actuelle de la pandémie. Parmi eux, il y a aussi ceux dont la situation n'est pas seulement due à leurs propres erreurs et omissions, mais qui sont aussi victimes d'une politique de puissance mondiale. Les sanctions et les guerres contre ces pays ont toujours été un fléau et exacerbent considérablement la situation actuelle. Il est certain que ce type de politique n'est pas non plus apte à assurer un avenir meilleur. Il faut la corriger. Et la pandémie de Corona, qui touche tous les pays du monde, ne pourrait-elle pas aussi être une raison de démanteler les images d'enne-

mis antérieurs et de reconnaître que la communauté mondiale se retrouve dans le même bateau?

Le Secrétaire général des Nations unies, *António Guterres*, a fait une déclaration impressionnante sur la pandémie lors d'une vidéoconférence internationale le 31 mars 2020. Selon António Guterres, la communauté internationale est confrontée à la plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette crise entraînera un effondrement économique qui «n'a probablement pas d'équivalent dans l'histoire récente». En ce qui concerne les conséquences économiques, il a appelé à une plus grande aide des riches aux pays pauvres du monde. La sortie de crise doit également conduire à une économie plus équitable.

On peut souscrire à tout ce que dit António Guterres. Mais il faut mettre en doute son appel à un «leadership global de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)» dans la lutte contre la pandémie. Dans quelle mesure est-il raisonnable d'appeler à nouveau à une gouvernance mondiale maintenant? Une coopération et une assistance mutuelle égales au sein de la communauté internationale et dans le cadre du droit international sont nécessaires. Les problèmes eux-mêmes se résolvent mieux au niveau local. Cela inclut une autorité étatique légitimée par ses citoyens au sein d'un Etat fondamentalement souverain régi par l'Etat de droit et la Constitution. Cela se manifeste à nouveau en ce moment même et compte également pour l'avenir.

Il vaut mieux résoudre les problèmes sur place

6) Les tâches liées à la lutte contre la pandémie de corona varient également profondément d'un pays à l'autre et nécessitent des solutions appropriées – pour les affronter, de nombreux pays ont naturellement aussi besoin de soutien. Le 27 mars 2020, la «Neue Zürcher Zeitung» a rendu compte de la situation actuelle en Europe du Sud-Est et au Brésil.³ Les problèmes qui s'y posent sont différents de ceux qui se posent en Suisse, en Autriche ou en Allemagne. Alors que dans nos pays, par exemple, c'est généralement à chacun d'entre nous de décider si les recommandations d'hygiène et de distance requises sont respectées, cela n'est pas du tout possible dans les quartiers pauvres de Rio de Janeiro. Ici, même le pouvoir étatique n'a que peu d'accès, et ce sont plutôt les bandes de criminels qui déterminent la routine quotidienne. Ou dans les Etats des Balkans européens: ici, des milliers de médecins et d'infirmières ont migré vers les Etats européens les plus riches ces dernières années et ont été débauchés, de sorte qu'ils font aujourd'hui cruellement défaut.

* * *

Certains des commentaires de ces derniers jours révèlent une certaine impatience. Ils dévoilent comment certaines personnes souhaitent mettre fin à l'état d'urgence en toute rapidité et voudraient savoir dès maintenant comment les choses vont continuer «après». Les raisons en sont souvent facilement compréhensibles dans les domaines suivants: l'économie, le marché du travail, les familles avec des enfants en âge scolaire, les personnes seules, ceux qui travaillent sans relâche dans le secteur de la santé et bien d'autres encore. La situation actuelle est en effet très exigeante. Mais tant qu'il n'y aura pas de perspective convaincante pour mettre réellement fin à la pandémie, il faudra non seulement des plans pour l'avenir, mais aussi de nombreuses idées et actions créatives et compatissantes, afin que le plus grand nombre possible de personnes puisse survivre et faire face à la situation actuelle – à tous égards. Il est réjouissant de constater qu'il y ait autant d'exemples de ce genre !

¹ Cf. Bucher, Peter (eds.), *Nachkriegsdeutschland 1945-1949. Band X der Quellen zum politischen Denken der Deutschen im 19. und 20. Jahrhundert*. Darmstadt 2010, p. 3 avec des références à la littérature d'Eberhard Welty

² Adler, Alfred. *Psychologie der Macht* (1928), dans: Adler, Alfred. *Persönlichkeitstheorie, Psychopathologie, Psychotherapie*, (édité par Gisela Eife), Göttingue 2010, p. 333

³ «Rios Gangs verhängen Ausgangssperre» et «Gefährlicher Ärztemangel in Südeuropa», dans: «Neue Zürcher Zeitung» du 27/03/2020, p. 3 et p. 5

Ensemble

par Nicole Duprat, France

«Civilisation signifie entraide d'homme à homme et de nation à nation»

Henri Dunant

La France comme d'autres pays s'est vue soudainement confrontée à la pandémie du Covid-19. Les mesures draconiennes de confinement, de règles d'hygiène, de limitations extrêmes des déplacements ont été mises en application rapidement par l'ensemble de la population même si de sévères amendes tombent sur certains réfractaires à la discipline. Le temps n'est pas aux polémiques ni aux théories du complot qui fusent sur Internet, nous devons faire face à l'adversité.

Elan de solidarité

Les générations actuelles n'ont pas connu la guerre et les privations et les plus âgées se souviennent encore des temps difficiles et des restrictions. Mais à l'heure actuelle, toutes les générations confondues répondent à l'appel de solidarité, aux initiatives de gratuité, de bénévolat, aux attitudes de bienveillance et de compréhension mutuelle. Certains en raison du confinement redécouvrent la vie en famille, d'autres les bienfaits de la lecture ou tout simplement l'art des recettes d'antan pour cuisiner pour autrui.

Des gestes d'attention aux plus démunis ou touchés par la situation se multiplient. Les élans de générosité ne manquent pas et donnent du baume au cœur lorsque l'on se sent accompagné, relié les uns aux autres face à l'adversité.

Depuis le début du confinement, instauré le 17 Mars, beaucoup de personnes à travers le pays voient leur situation, parfois déjà précaire avant cette date, rendue encore plus délicate. Les personnes âgées, les handicapés, les sans-abris; cet isolement les touche encore plus particulièrement et plus directement.

Les écoles sont fermées mais les enseignants restent disponibles dans les établissements scolaires pour garder les enfants du personnel soignant.

Les agriculteurs demandent de l'aide et de nombreux bénévoles y répondent.

Heureusement, depuis le début de la crise, de petits actes de solidarité de proximité se sont mis en place, par exemple aller faire les courses pour ses voisins les plus vulnérables. C'est afin de rendre ces petites (mais non moins grandes) actions un peu plus faciles, que le gouvernement a décidé de lancer la plate-forme jeuxaider.gouv.fr permettant de s'enregistrer en tant qu'association ou en tant que volontaire afin de rendre ce genre de services.

Gratitude exprimée

Il est émouvant de voir tous les jours à 20 heures, aussi bien dans les grandes villes que dans les villages, les gens se mettre à leur balcon ou à leurs fenêtres pour entonner l'hymne national ou jouer de la musique pour exprimer leur reconnaissance à l'égard des médecins et de tout le personnel soignant qui sont au front de cette guerre sanitaire, aux premières lignes de la lutte contre la maladie. A Paris, la Tour Eiffel reste allumée le soir avec un grand MERCI pour rendre hommage à tout le personnel soignant et les personnes mobilisées. Il faut noter également que nombres de membres du personnel médical (professeurs, médecins, radiologues, anesthésistes, infirmières...) ont mis en veilleuse leurs revendications sociales, financières dans la crise que traversent les hôpitaux en France pour assurer le travail avec assiduité et courage lié au suivi des patients.

Le 25 mars (date de l'Annonciation), les Evêques ont demandé que résonne le carillon de toutes les cloches des églises pendant dix minutes à 19:30 heures. Il s'agit d'un soutien à la Nation et aux familles endeuillées.

La Chine n'a pas oublié l'aide apportée par la France en lui ayant offert 5 millions de masques lors de l'épidémie grandissante dans le pays. En retour, des avions en provenance de Chine ont atterri en France pour distribuer des colis de masques.

Belles initiatives saluées

Contraint de fermer boutique à cause de l'épidémie, un horticulteur basé à Plerguer s'est



(Photo keystone)

retrouvé avec des milliers de fleurs invendues dont il ne savait que faire. Il a pris la décision de les utiliser pour fleurir les tombes du cimetière de sa commune. Son geste a été salué par de nombreuses personnes et a donné l'exemple à d'autres fleuristes à agir de même.

Le personnel des urgences de l'hôpital Lapeyronie à Montpellier a eu une belle surprise: un restaurateur de la ville, contraint de fermer son établissement leur a livré une soixantaine de pizzas afin d'apporter son soutien à l'équipe médicale.

Sur trois de ses sites de production française dédiés d'ordinaire à ses parfums et ses cosmétiques (Dior, Guerlain et Gucci), le groupe de luxe LVMH va fabriquer en grande quantité du gel hydraulique et le donnera aux hôpitaux.

A la demande des pouvoirs publics, la SNCF a dû réduire de façon drastique la circulation des trains TGV et Intercités mais un train médicalisé comprenant tout le personnel et le matériel médical nécessaire a permis à 20 patients atteints du Covid-19 de rejoindre les hôpitaux d'Angers, du Mans, de Nantes et de la Roche-sur-Yon.

L'hôpital de Saint-Brieux, en Bretagne, a fourni un modèle de masque en tissu à

fabriquer pour le personnel soignant et tous ceux qui en ont besoin. Avec ce modèle à télécharger tous les couturiers et les couturières, mêmes les plus novices, ont repris leurs machines à coudre et se sont employés à confectionner des masques en tissu avec les étoffes à leur disposition. Même si ces masques en tissu ne sont pas homologués FFP2, ils demeurent utiles à condition de les laver chaque jour à 60°.

Relocalisation des entreprises et souveraineté nationale

On assiste avec la pandémie du Covid-19 à une explosion des produits locaux, surtout dans le domaine agricole! Le bon sens semble revenir! En effet pourquoi aller acheter de l'ail du Chili alors que la Provence est la terre de prédilection pour la culture de ce légume très employé dans la cuisine régionale!

Beaucoup d'entreprises avec des succursales dans des pays du monde entier voient leurs chiffres d'affaires diminuer vertigineusement en raison de la fermeture des frontières et envisagent une diffusion locale et nationale! Le bon sens semble revenir ici aussi!

En marge d'un déplacement sur le site de l'usine de masques de la banlieue d'Angers, Emmanuel Macron a renoncé à ses traditionnels accents libéraux et opté pour un discours nettement plus souverainiste. Concrètement le Chef d'Etat souhaite «l'indépendance pleine et entière de la France» d'ici la fin de l'année dans la production de masques qu'ils soient FFP2, chirurgiens ou de catégorie 3 ou 4. «Produire davantage en France et retrouver cette indépendance» tels sont ses dires.

Humour et confinement

Rire au temps du Coronavirus reste un défi face à l'épidémie. Les Français rient et aiment rire. Il y a beaucoup de posts sur le thème «Restez chez-vous». Citons une fausse couverture du fameux guide *Le Routard* qui propose: «Une nouvelle destination 2020: votre appartement! Guide touristique indispensable pour découvrir les lieux les plus insolites de votre lieu de vie!»

Depuis le début du confinement, ce 17 Mars, nous sommes bombardés de vidéos, dessins, messages parodiques. Des moments de franche rigolade que certains renvoient à vitesse grand V à leurs proches via *Facebook*, *Messenger*, *Whats App*... Parce qu'il vaut mieux rire pour garder un peu de légèreté et maintenir le lien avec toutes nos tribus-familles-collègues-amis à défaut d'avoir du neuf à raconter sur les journées qui commencent à toutes se ressembler.

Après tout ne dit-on pas que «l'humour est la politesse du désespoir» même si la majorité d'entre nous n'a perdu aucun proche fauché par le Covid-19.

Les internautes ont du talent et les enfants ne sont pas épargnés. Ainsi on ironise sur ces géniteurs qui découvrent en vase clos qui sont vraiment les enfants:

«Une petite pensée pour tous les parents qui sont en train de se rendre compte que finalement le problème, c'était peut-être pas le prof!»

Faire de l'humour est un acte de survie salvateur dans ces situations anxiogènes. L'humour c'est notre bol d'air, cela nous permet de dédramatiser la situation.

Face à ce que la vie nous envoie, nous n'avons pas le choix mais la façon dont nous nous disposons pour y faire face relève de notre choix. Vivre cette période historique de la manière la plus constructive demeure l'attitude à cultiver pour que se répandent bienveillance et solidarité dans notre Humanité. Dans une société prompte à séparer les choses, tisser ou retisser les liens est primordial.

Le pape François appelle à un cessez-le-feu mondial

Face à la pandémie du Coronavirus, le Pape François a appelé à un cessez-le-feu mondial le dimanche 29 mars. Après avoir récité la prière de l'angélus, il a soutenu l'initiative lancée le 23 mars par António Guterres, le secrétaire général de l'ONU.

Lors de la prière qui s'est déroulé au Vatican sans participants extérieurs en raison de la crise, le pape François a appelé tous les combattants à un «cessez-le-feu global et immédiat aux quatre coins du monde». Il a également promu la «création de couloirs humanitaires et l'ouverture de canaux diplomatiques». Il a déclaré qu'il fallait maintenant accorder une attention particulière à ceux qui sont «particulièrement à risque».

Il souhaite ainsi que «l'engagement conjoint contre la pandémie puisse amener tout le monde à reconnaître notre besoin de renforcer les liens fraternels comme membres de l'unique famille humaine». Il encourage les responsables des nations et de toutes les

parties en cause à «un engagement renouvelé pour dépasser les rivalités».

«Les conflits ne se résolvent pas à travers la guerre»

Lundi 23 mars, António Guterres, secrétaire général des Nations unies, avait fait une déclaration au siège de l'ONU à New York: «La furie avec laquelle s'abat le virus montre bien que se faire la guerre est une folie.» «L'heure est venue de laisser les conflits armés derrière nous», a également affirmé M. Guterres ajoutant: «Posez les armes, faites taire les canons», afin de créer des couloirs humanitaires essentiels pour sauver des vies.

«Les conflits ne se résolvent pas à travers la guerre», a prévenu le pape. «Il est nécessaire de dépasser les antagonismes et les contrastes grâce au dialogue et à une recherche constructive de la paix», a-t-il poursuivi.

Source: <https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2020-03/francois-appelle-a-un-cessez-le-feu-global-et-immediat.html> du 29.3.2020